

DÉPARTEMENT DE LA SAVOIE
HAUTE MAURIENNE

TERMIGNON



Plan Local d'Urbanisme



I. RAPPORT DE PRESENTATION



CROUZET URBANISME
19 Grande rue – 26 130 Saint Paul Trois Châteaux
Tél : 04 75 96 69 03.
e-mail : crouzet-urbanisme@orange.fr

APPROBATION
MARS 2016

PREAMBULE PRINCIPES D'URBANISME ET D'AMENAGEMENT

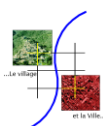
Le P.L.U. traduit une politique locale volontariste en matière de planification urbaine et de développement durable, au moyen de réponses qui tiennent compte des spécificités locales et des enjeux définis par la loi, notamment au travers des articles L110 et 121-1 du code de l'urbanisme.

Il s'agit pour la commune (notamment au regard de l'article L 121-1) :

- d'assurer l'équilibre entre le renouvellement urbain, un développement urbain maîtrisé, le développement de l'espace rural, d'une part, et la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des espaces naturels et des paysages, d'autre part, en respectant les objectifs du développement durable,
- de permettre une utilisation économe et équilibrée des espaces naturels et urbains, la maîtrise des besoins de déplacement et de la circulation automobile, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des écosystèmes, des espaces verts, des milieux, sites et paysages naturels ou urbains, la réduction des nuisances sonores, la sauvegarde des ensembles urbains remarquables et du patrimoine bâti, la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature.

Il s'agit également, mais cette fois-ci dans une réflexion à l'échelle de la vallée :

- d'assurer la diversité des fonctions urbaines et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités économiques, d'activités sportives ou culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics en tenant compte en particulier de l'équilibre entre emploi et habitat ainsi que des moyens de transport et de la gestion des eaux.



Par ailleurs, la commune doit respecter les prescriptions particulières liées à la loi Montagne et en particulier le principe de développement de l'urbanisation en continuité de l'existant (extraits de l'article L 145-3 du code de l'urbanisme) :

*Sous réserve de l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension limitée des constructions existantes et de la réalisation d'installations ou d'équipements publics incompatibles avec le voisinage des zones habitées, **l'urbanisation doit se réaliser en continuité avec les bourgs, villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants.***

Lorsque la commune est dotée d'un plan local d'urbanisme ou d'une carte communale, ce document peut délimiter les hameaux et groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants en continuité desquels il prévoit une extension de l'urbanisation, en prenant en compte les caractéristiques traditionnelles de l'habitat, les constructions implantées et l'existence de voies et réseaux.

Ces dispositions du premier alinéa ne s'appliquent pas dans les cas suivants :

Lorsque le schéma de cohérence territoriale ou le plan local d'urbanisme comporte une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, qu'une urbanisation qui n'est pas située en continuité de l'urbanisation existante est compatible avec le respect des objectifs de protection des terres agricoles, pastorales et forestières et avec la préservation des paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel prévus aux I et II ainsi qu'avec la protection contre les risques naturels ; l'étude est soumise, avant l'arrêt du projet de schéma ou de plan, à la commission départementale des sites dont l'avis est joint au dossier de l'enquête publique ; le plan local d'urbanisme ou la carte communale délimite alors les zones à urbaniser dans le respect des conclusions de cette étude ;

En l'absence d'une telle étude, le plan local d'urbanisme ou la carte communale peut délimiter des hameaux et des groupes d'habitations nouveaux intégrés à l'environnement ou, à titre exceptionnel et après accord de la chambre d'agriculture et de la commission des sites, des zones d'urbanisation future de taille et de capacité d'accueil limitées, si le respect des dispositions prévues aux I et II ou la protection contre les risques naturels imposent une urbanisation qui n'est pas située en continuité de l'urbanisation existante ;

DIAGNOSTIC ET BESOINS REPERTORIES

I. REPERES HISTORIQUES, SITUATION GEOGRAPHIQUE ET EVOLUTION ECONOMIQUE ASSOCIEE

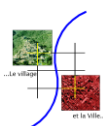
A. Situation géographique

Extraits de « Le monde alpin et rhodanien »

Termignon est une commune de haute montagne (1290 à 3 852 m), très étendue (17 834 ha), qui se trouve sur le versant oriental du massif de la Vanoise dans la zone intra-alpine des Alpes du Nord. Comme les huit autres communes en amont de Modane qui, avec elle, forment la Haute-Maurienne.

A l'instar de toutes les autres communes de la Haute-Maurienne, Termignon chevauche une section de l'Arc supérieur et découpe transversalement le thalweg de cette rivière. La commune profite ainsi d'une partie de l'adret (versant ensoleillé) et d'une partie de l'ubac (versant en principe moins ensoleillé et plus boisé) de l'Arc.

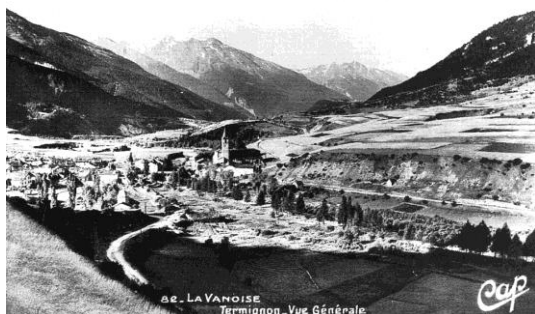
A Termignon, la vallée est très large : coteaux à très faible pente, quasi plaine. L'habitat dispersé n'y existe pas. Le village (1 295 m) a été construit sur un plateau au confluent de l'Arc et de son affluent, le Doron. Outre le village avec ses habitations permanentes, ce large mais irrégulier replat, situé à l'étage montagnard supérieur aujourd'hui déboisé, est dominé par le secteur proprement agricole de la commune et par un secteur moins étendu de prés de fauche. Cette «plaine» pénètre, sur un peu plus de deux kilomètres, les deux rives de la vallée du Doron, où elle se termine par une zone de montagnettes. Ailleurs le plateau passe immédiatement à une zone forestière plus abrupte. Dans le bassin supérieur du Doron et de ses affluents, qui représente la partie majeure de la superficie communale, cette forêt se termine sur une étendue pastorale immense. Au-dessus des pâturages c'est l'étage nival ou artico-alpin avec ses neiges persistantes. 10 487 ha (soit 58 % de la surface communale) se situent au-dessus de 2 500 m.





B. Repères historiques

1. QUELQUES IMAGES DE TERMIGNON AUTREFOIS



2. LES BASES ECONOMIQUES DU DEVELOPPEMENT DU VILLAGE

Extraits de « Le monde alpin et rhodanien »

L'implantation humaine est très ancienne à Termignon. Elle s'est établie via une activité agro-pastorale vivrière qui a continué à être pratiquée par une partie de la population jusqu'aux premières décennies du XX^{ième} siècle.

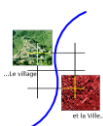
Un secteur agricole de plaine permettait la culture des céréales d'hiver (seigle et à un moindre degré, froment) et, depuis la fin du XVIII^{ième} siècle, de la pomme de terre. Un secteur pastoral assurait la fabrication de beurre et de fromages (tommes et fromages bleus).

Le secteur pastoral se caractérisait par une transhumance de moyenne distance qui amenait environ 90 % des bêtes à lait à l'hivernage hors de la commune : les vaches (Tarines) en Italie, dans la Combe de Suse ; les brebis (Thônes-et-Marthod) en Tarentaise et Combe de Savoie ; l'exploitation estivale de ces animaux fonctionnant sous la forme bien définie de la «petite montagne privée». Ces activités de base étaient incorporées dans un ensemble économique comprenant aussi une importante fenaison, un jardinage élaboré, la chasse, la pêche, le ramassage de produits sauvages, et l'apiculture. Quelques-uns de ces produits étaient vendus aux villageois non paysans, aux commerçants régionaux ou aux passants (produits laitiers, viande, bois, fleurs de montagne, miel, cire...).

Pour faire fonctionner cette économie, des liens étroits et complexes entre les montagnards et leur milieu domestique et sauvage étaient nécessaires.

Parallèlement à l'agro pastoralisme et cela jusqu'à 1870, l'économie locale s'est aussi appuyée sur les activités liées au passage vers l'Italie (auxquelles l'avènement du tunnel du Fréjus portera un coup fatal).

Au cours du XIX^{ième} siècle et ensuite, la commune subit l'exode rural qui met à mal l'agro-pastoralisme séculaire.



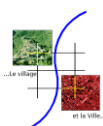
C. Grands axes de l'évolution récente

Termignon se comprend à l'échelle de la vallée et à cette échelle son poids économique et démographique est nettement supérieur à celui d'une commune rurale qui serait assujettie à un pôle urbain.

L'évolution démographique et économique de Termignon après guerre, a été façonnée, bien sûr, par sa position géographique, mais aussi par le maintien d'une forte agriculture et la création du Parc naturel de la Vanoise, qui a dopé l'activité touristique (sur les 18 000 ha du territoire communal, 15 000 sont inclus dans la zone centrale du Parc). Ces spécificités et l'absence de pôle urbain d'importance à proximité de la commune ont induit un développement original, qui a préservé les équilibres :

- Après la période d'exode rural, subie par toutes les petites communes rurales, à partir de la deuxième moitié du XIX^{ième} siècle, Termignon n'a pas été touchée par la montée en puissance de l'habitat résidentiel qui s'est développé à partir des années soixante-dix, qui ailleurs, a permis une croissance démographique soutenue, mais dont la contrepartie a été une fonctionnalisation outrancière vers l'habitat et uniquement l'habitat, allant parfois jusqu'au village Dortoir. L'histoire de Termignon est plus complexe et ne peut se réduire au schéma classique « exode rural avec baisse de la population à partir du milieu du XIX^{ième} siècle, puis montée en puissance de l'habitat résidentiel dans les années soixante dix ».
- la commune est restée distante de l'activité industrielle installée dans la partie basse de la vallée et basée sur la production d'aluminium et l'énergie hydro-électrique. Dans un contexte de baisse de l'activité industrielle lourde, voire de récession, Termignon, qui est restée agricole et a développé une activité touristique importante est devenue un îlot assez prospère en conservant son identité rurale. Elle fait partie de ces communes, qui, si elles n'ont pas connu l'essor économique industriel, n'en n'ont pas subi en retour les effets néfastes au moment de la décroissance.

En tirant les enseignements de ce qu'a été le fil conducteur du développement de la commune, il paraît sage, d'un point de vue économique, d'affirmer la préservation et le développement de l'agriculture ainsi que l'essor de l'activité touristique. La difficulté réside essentiellement dans la manière de faire cohabiter sans les opposer ces deux vecteurs



incontournables du développement et d'y associer le reste de l'activité socio-économique, afin de préserver les équilibres.

II. DEMOGRAPHIE

A. Evolution de la population de Termignon de 1562 à 1982

Les archives permettent de visualiser sur une très longue période l'évolution démographique dans la commune :

Dates	Nombre d'habitants	Sources
1562	1043	SA 279 (ADS)
1756	904 (hab. de + de 5 ans)	ROUSSEAU (cf. <i>BibL</i>)
1757	904 <i>id.</i>	<i>id.</i>
1758	933 <i>id.</i>	<i>id.</i>
1776	970 <i>id.</i>	<i>id.</i>
An 8	1 090 <i>id.</i>	<i>id.</i>
An 9	1220 <i>id.</i>	<i>id.</i>
1801	1220	INSEE
1806	1167 <i>id.</i>	ROUSSEAU
1818	1211	1 ES 588 (ADS)
1819	1211	1 FS 680 (ADS)
1822	1470 (hab. de droit)	ROUSSEAU
1838	1254 <i>id.</i>	<i>id.</i>
1848	1160 <i>id.</i>	<i>id.</i>
1858	1160 <i>id.</i>	<i>id.</i>
1861	1090 <i>id.</i>	<i>id.</i>
1901	722	INSEE
1921	608	<i>id.</i>
1946	351	<i>id.</i>
1954	453	<i>id.</i>
1968	546	<i>id.</i>
1975	341	<i>id.</i>
1982	344	<i>id.</i>

Jusqu'au XIX^{ième} siècle, la population, essentiellement agricole, connaît une croissance relativement constante, même si elle est ponctuellement affaiblie, notamment par les guerres. La commune compte 1 220 habitants en 1801 et 1 470 en 1822.

Dans la deuxième moitié du XIX^{ième} siècle, la mise en route des grands travaux publics, le développement du chemin de fer, l'appel à la main d'oeuvre vers l'industrie, amorcent l'exode rural. Le déclin démographique, lié à ces facteurs sociologiques et agricoles est aggravé par les pertes humaines et économiques liées aux deux guerres mondiales. Il va se poursuivre jusqu'en 1946, où on atteint le « plancher » démographique de 351 habitants.

A partir de cette date, l'évolution de la population se fait en dents de scie, avec successivement des creux, (1962 et 1975) et des pics (1954 et 1968).

Année de recensement	1946	1954	1962	1968	1975
PSDC* de la commune	351	453	370	546	341

En 1975, La commune connaît son dernier repli démographique.

B. Evolution récente

1. EVOLUTION DU NOMBRE D'HABITANTS

Année de recensement	1975	1982	1990	1999
PSDC* de la commune	341	344	367	426
Canton de Lanslebourg	1 936	2 196	2 427	2 574

*Population Sans Double Compte – source : INSEE - **estimations

2. TAUX DE VARIATIONS ANNUELS MOYENS

TERMIGNON	1975 - 1982	1982 - 1990	1990 - 1999
Dû au solde naturel (%)	-0,25	+ 0,49	+ 0,57
Dû au solde migratoire (%)	+ 0,37	+ 0,32	+ 1,10
Variations annuelles moyennes (%)	+ 0,12	+ 0,81	+ 1,67
CANTON DE LANSLEBOURG	1975 - 1982	1982 - 1990	1990 - 1999
Dû au solde naturel (%)	+ 0,53	+ 0,58	+ 0,40
Dû au solde migratoire (%)	+ 1,29	+ 0,68	+ 0,26
Variations annuelles moyennes (%)	+ 1,82	+ 1,26	+ 0,65

Source : INSEE

3. EVOLUTION DUE AU SOLDE MIGRATOIRE

	1975-1982	1982-1990	1990-1999
Entrants	+ 68	+ 74	+ 118
Sortants	- 59	- 65	- 79
Solde Migratoire	+ 9	+ 9	+ 39

4. TAILLE MOYENNE DES MENAGES

	1975	1982	1990	1999
Taille des ménages	3,28	2,84	2,40	2,45

Entre 1975 et 1982, Termignon stabilise son évolution démographique, avec une croissance à peine sensible (+ 3 habitants en 7 ans). Cette hausse, bien que très faible, marque l'arrêt de la baisse mesurée entre 1968 et 1975. Dans cette période les facteurs d'évolution démographique sont doubles, de faible amplitude et opposés (et donc se neutralisent) : un solde naturel inférieur à zéro, issu des évolutions démographiques négatives de la période précédente et un solde migratoire positif. Parallèlement, le canton connaît une croissance démographique beaucoup plus soutenue.

A Termignon, c'est l'apport migratoire qui porte la stabilité du nombre d'habitants. Le solde naturel, qui par définition a une plus grande inertie, subit encore les effets de la période de très forte baisse de population entre 1968 et 1975.

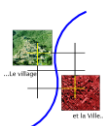
De 1982 à 1990, si les soldes migratoires globaux sont de faible amplitude, les mouvements de population ne sont pas pour autant figés : entre 1975 et 1982, on compte 68 nouveaux arrivants pour 59 départs et 74 arrivants pour 65 départs entre 1982 et 1990.

Le frémissement de la période 1975 – 1982 s'affirme et la commune connaît une croissance de population notable, due pour une bonne part à un solde naturel positif, alors que le solde migratoire est stable.

Les facteurs d'évolution montrent que les raisons de cette croissance ne s'inscrivent pas dans la tendance de la période intercensitaire précédente : alors qu'on aurait pu s'attendre à un accroissement du solde migratoire, avec une montée en puissance de l'habitat résidentiel, ce dernier reste équivalent et c'est le solde naturel qui porte cette fois-ci la croissance démographique. On a investi les résidences secondaires qui se sont transformées en résidence principales, car il y a eu une forte décohabitation, (croissance très forte de la tranche d'âge des 20-39 ans).

Une certaine similarité avec la période actuelle

Dans les 10 années à venir, au regard de l'actuelle pyramide des âges, on pourrait d'ailleurs voir le même phénomène de décohabitation se reproduire, avec toutefois une différence notable : l'absence du réservoir de logements que constituaient les résidences secondaires à l'époque.

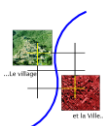


Il se pose donc dans la commune la question de l'offre en logements et de sa diversité. Si on souhaite que les jeunes issus de la décohabitation puissent rester dans la commune il faudra agrandir et diversifier notablement cette offre.

Entre 1990 et 1999

A la différence de la période 1975 – 1990, l'évolution démographique est beaucoup plus marquée et la population croît dans des proportions relativement importantes (+16 % en 9 ans). L'évolution est due principalement au solde migratoire et en ce sens, se rapproche des facteurs d'évolution communs à beaucoup de communes rurales, à savoir le développement d'un habitat de type résidentiel.

La croissance démographique est contemporaine de la Z.A.C. de la Boucle de l'Arc, qui outre des bâtiments à vocation touristique (hôtels, restaurants, appartements meublés...) a également produit 16 lots à vocation d'habitat permanent (de type pavillonnaire), soit plus de 75 % des logements créés dans cette période. On peut considérer que si la population totale de la commune a notablement augmenté, cette augmentation est liée à une action volontariste de développement de l'offre en logements hors du village proprement dit : sa densité n'offre qu'une capacité à construire que très restreinte et les bâtiments existants pouvant se transformer en logements restent en l'état, faute de projet de la part de beaucoup de propriétaires (problèmes d'indivision, de parcellaire très fin, d'attentisme au regard de la valeur vénale croissante du foncier...).



5. AGE DE LA POPULATION

Termignon

Age	1975	1982	1990	1999 Commune - Canton	
0-19 ans	28,7%	24,1%	20,1%	25,6%	24,1%
20-39 ans	26,1%	28,2%	36,7%	27,9%	28,5%
40-59 ans	25,8%	26,7%	20,9%	24,4%	27,8%
60-74 ans	14,7%	14,2%	14,7%	14,8%	12,2%
75 ou plus	4,7%	6,7%	7,6%	7,3%	7,4%

Source : INSEE

Vallée de la Maurienne

Age	1990	1999
0-19 ans	25,3%	22,8%
20-39 ans	29,8%	26,8%
40-59 ans	24,1%	27,2%
60-74 ans	13,7%	15,0%
75 ou plus	7,1%	8,2%

Source : INSEE

De 1975 à 1982, les évolutions de la pyramide des âges se font pratiquement « en vase clos » : l'apport migratoire reste suffisamment mesuré pour n'influencer que de manière limitée les fluctuations démographiques. Les proportions de la pyramide restent similaires de 1975 à 1982, à l'exception de la baisse notable de la tranche d'âge des 0-19 (-4,6%) et de l'augmentation mécaniquement induite de l'effectif des 20-39 ans.

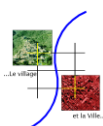
De 1982 à 1990, L'évolution la plus marquante est l'augmentation très significative de la part des 20-39 ans, avec +8,5% en huit ans et la baisse importante en pourcentage et en effectif des 40-59 ans. Les autres tranches d'âges sont restées relativement stables.

Ces chiffres sont paradoxaux, la répartition par classe d'âges de la population n'a été que peu modifiée par le solde migratoire entre 1982 et 1990. L'évolution par tranche d'âge aurait donc du normalement conserver des proportions similaires entre 1982 et 1990. Les seules explications rationnelles à ces évolutions sont :

- le basculement d'une partie importante des 0-19 ans dans la tranche d'âge supérieure (beaucoup devaient être adolescents en 1982),
- une concentration des nouveaux arrivants dans la tranche d'âge des 20-39 ans,
- l'émigration vers d'autres commune d'une partie des 40-59 ans.

De 1990 à 1999, on revient à une répartition plus « classique » de l'effectif par tranches d'âge. En nombre, la part des 20-39 et celle des 40-59 ans reviennent « à la normale ». L'apport migratoire relativement important au regard de ceux des périodes précédentes a rééquilibré, mais aussi vieilli la pyramide des âges.

Les nouveaux arrivants dans la commune semblent être des ménages dans la tranche d'âge des 30-59 ans avec des enfants dans la tranche d'âge des 0-19 ans. Cette composition rappelle fortement une évolution démographique qui caractérise un développement résidentiel, avec l'accueil de ménages anciennement citadins qui disposent de revenus suffisants pour accéder à un habitat de type maison individuelle tout en continuant à travailler en ville.



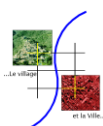
6. POPULATION ACTIVE - TRAJETS DOMICILE-TRAVAIL

Trajets domicile-travail	1975	1982	1990	1999
Pop active ayant un emploi	160	169	170	196
Travaillant dans la commune	105 65,6%	107 63,3%	95 55,9%	94 48,0%
Travaillant hors de la commune	55 34,4%	62 36,7%	75 44,1%	102 52,0%

Source : INSEE

De 1975 à 1999 l'effectif de ceux travaillant dans la commune est resté stable en passant de 105 à 94 personnes (-10 % seulement en 24 ans) et l'effectif de ceux travaillant hors de la commune a doublé durant cette même période (on est passé de 52 à 102, avec une augmentation de 36 % entre 1990 et 1999). L'évolution de la population active et de ses trajets domicile-travail met en évidence une structure socio-économique qui ne correspond pas à celle du village dortoir, comme cela existe à proximité immédiate des pôles urbains du département. La part des actifs travaillant dans la commune n'a décliné que très progressivement : Termignon doit son développement démographique essentiellement à sa propre activité économique : tourisme et agriculture. L'évolution récente montre toutefois l'arrivée de nouveaux résidents qui travaillent en dehors de la commune.

cet apport extérieur montre met en évidence un marché du logement soumis à une pression venant pour l'essentiel de l'extérieur de la commune. Cette pression extérieure induit donc de fait une situation difficile pour les jeunes de Termignon souhaitant continuer d'habiter seul ou en ménage la commune. Ménager des possibilités de logement pour cette partie de la population met en évidence la nécessaire implication de la commune dans des opérations immobilières, pour, par une discrimination positive, « réserver » des logements pour ces personnes.



III. LE LOGEMENT

A. L'évolution de l'urbanisation et du rythme de la construction

1. LE NEUF ET L'ANCIEN

Age du parc	avant 1949	1949-1974	1975-1981	1982-1990	1990-1999	1999-2001
Total logements	139	134	41	45	100	15
474	29,32%	28,27%	8,65%	9,49%	21,10%	3,16%
Rythme moyen annuel (log./an)	?	5,36	6,83	5,63	11,11	7,50

Source : INSEE

Le village de Termignon a été en grande partie détruit lors de la dernière guerre, de sorte que beaucoup de constructions qui apparaissent anciennes à un œil non averti, n'ont en fait pas plus de 60 ans. La proportion de logements créés avant 1949 est proche de la moyenne régionale et départementale : en terme de croissance de l'espace bâti, Termignon a connu une extension relativement mesurée, avec près de 60 % de logements antérieurs à 1975. On reste dans les ordres de grandeur communs aux villages. Cette proportion de logements anciens est par contre très supérieure à celle du canton, dans lequel on a globalement beaucoup construit récemment avec l'essor de l'activité touristique d'hivers.

2. LA REPARTITION PAR TYPES DES LOGEMENTS

TERMIGNON	1975	1982	1990	1999
Résidences principales	104 40,63%	121 39,16%	153 48,57%	174 37,91%
Résidences secondaires	80 31,25%	177 57,28%	137 43,49%	268 58,39%
Logements vacants	72 28,13%	11 3,56%	25 7,94%	17 3,70%

Source : INSEE

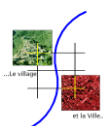
Canton Lanslebourg	1990	1999
Résidences principales	950 26,13%	1087 25,80%
Résidences secondaires	2527 69,50%	2997 71,10%
Logements vacants	159 4,37%	131 3,10%

De 1990 à 1999, Termignon a évolué différemment du canton. Si dans les deux cas, la part des résidences principales a perdu du terrain par rapport à celle des résidences secondaires, les proportions de cette évolution sont sensiblement différentes.

3. LES RESIDENCES PRINCIPALES

La croissance de la population communale et celle du nombre de résidences principales sont paradoxalement peu corrélées. Par exemple, entre 1975 et 1990, la population augmente de 27 habitants alors qu'on a construit 49 résidences principales et inversement, entre 1990 et 1999, la population communale augmente de 59 habitants pour 21 logements en plus. Cette faible corrélation est due au fait que malgré l'apparente stabilité du solde migratoire entre 1975 et 1990, la commune a connu des mouvements de population importants. Les arrivants n'ont pas forcément réoccupé les logements des partants (ces derniers ont pu rester vacants ou être transformés en résidences secondaires), mais ont plutôt fait construire un logement neuf, mieux adapté « à la façon moderne d'habiter » et possédant un meilleur niveau de confort. Par ailleurs, la décohabitation est aussi un facteur de non corrélation entre développement de la construction et développement démographique : quand par exemple, un foyer de 4 personnes (parents + deux enfants), se scinde (les enfants se mettent en ménage et construisent). On a alors 3 logements pour 6 personnes. Termignon a connu ce type d'évolution dans cette période.

De 1990 à 1999, la construction de résidences principales continue de croître à un rythme similaire à celui de la période 1982 – 1990. Toutefois cette croissance ne s'inscrit plus dans l'évolution normale du tissu urbain du village, car ce dernier arrive à saturation. Les nouveaux logements sont issus de la ZAC Créée ex-nihilo.



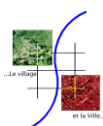
4. LES RESIDENCES SECONDAIRES

Pour Termignon, la mutation s'opère à partir de 1968, date où les résidences secondaires ont été les moins nombreuses. Avant 68, leur effectif important traduit la volonté d'anciens habitants de la commune, partis dans les années soixante, lors de l'exode rural, d'établir un pied-à-terre dans leur commune d'origine, d'abord sous la forme d'une résidence secondaire, puis en la transformant en résidence principale. Il ne traduit pas de véritable vocation touristique.

L'augmentation du nombre de résidences secondaires après 1968 n'a pas les mêmes raisons et ne doit pas être perçue comme un élément négatif, comme il peut l'être dans des communes à vocation résidentielle : le tourisme, avec l'agriculture, constituent les poumons économiques de la commune et la forte progression des résidences secondaires est une conséquence de l'attrait touristique grandissant de la commune. En ce sens il traduit une réussite économique. Le bémol de cette évolution se situe plutôt au niveau de l'équilibre social et les risques d'accaparement du marché de l'habitat par le logement touristique, qui peut à terme constituer une gêne pour la création de résidences principales, facteur essentiel de la vie sociale du village. C'est pourquoi, il sera important d'associer au développement touristique une action volontariste en terme de création de logements permanents diversifiés.

5. LES LOGEMENTS VACANTS

Si après 1975, les logements vacants ont pu constituer un réservoir important pour la création de résidences principales et secondaires, en évitant l'étalement urbain, leur faible effectif résiduel ne permet plus de compter sur eux pour constituer à eux seuls une véritable réponse quantitative aux besoins en logements nécessaires à court terme, qu'il s'agisse de développer l'offre en hébergement touristique, de loger les jeunes de la commune ou les nouveaux arrivants, attirés par le cadre de vie. Ils doivent toutefois être considérés, à moyen terme, comme une alternative à l'urbanisation inexorable des terrains agricoles proches du village.



B. Nature de l'habitat

1. STATUT DES OCCUPANTS

	1982	1990	1999
Propriétaire*	48,4%	57,5%	64,9%
Locataire, sous-loc*	32,3%	23,5%	23,0%
Logé gratuitement*	19,4%	19,0%	12,1%

*En pourcentage du nombre de résidences principales

Entre 1990 et 1999. L'évolution du statut des propriétaires montre le phénomène récent de résidentialisation lié à la Z.A.C. de la Boucle de l'Arc. Des projets de création d'une dizaine de logements locatifs dans le village sont en cours d'étude (initiative privée). Ils pourraient rééquilibrer en partie la répartition entre propriétaires et locataires. La commune dispose d'un nombre de logements locatifs permanents importants, puisqu'il représente plus de 20 % du parc. Parmi ces logements locatifs, on compte 10 logements sociaux, construits à l'extérieur du village proprement dit, dans une opération de logements à la Fennaz. Les logements locatifs sociaux représentent un quart des logements locatifs. Il faut néanmoins nuancer cette appellation « logements sociaux », puisque le minimum de ressources requis pour y accéder est voisin de 1350 euros par mois.

2. RESIDENCES PRINCIPALES SELON LE TYPE D'IMMEUBLE EN 1999

Maison individuelle	50,0%
Immeuble collectif	47,7%
Autre	2,3%

En 1999, on constate une relative parité entre habitat individuel et immeubles collectifs. Ces chiffres doivent cependant être fortement nuancés, car en réalité, l'habitat collectif correspond dans sa grande majorité aux meublés loués en période touristique. En terme d'habitat permanent uniquement, la répartition entre collectif et individuel est plus proche d'un ratio 20% / 80 %. Les logements dans la commune sont pour environ 40 % vides hors saisons touristiques.

Dans la commune les logements individuels permanents récents s'incarnent pour une grande partie dans la « villa »,.. Des réhabilitations dans le village constituent la partie restante. 64,9 % des ménages sont propriétaires de leur logement en 1999. Ce chiffre a fortement augmenté depuis 1982, où moins de la moitié des ménages étaient propriétaires.

IV.ÉVALUATION DE L'OFFRE EN LOGEMENTS ET BESOINS REPERTORIES

A Termignon, le village proprement dit, même s'il dispose d'une véritable capacité de développement démographique au travers des réhabilitations ou transformations possibles de bâtiments existants, n'offre en pratique que peu d'opportunités pour l'habitat permanent, car peu de propriétaires engagent concrètement des projets dans ce sens et lorsque c'est le cas, il s'agit souvent de logement destinés à être loués dans le cadre de l'activité touristique saisonnière. La forte présence de bâtiments agricoles au sein du village freine aussi la réhabilitation ou la transformation en logements d'une partie du bâti.

La difficulté de dégager des opportunités foncières dans le village proprement dit organise de manière récurrente une forme de pénurie en logements : si les propriétaires des logements vacants et des rares terrains libres qui subsistent dans le village ne sont pas vendeurs (ce qui est le cas actuellement), on peut considérer que le potentiel de développement de la construction dans la commune est quasi-nul.

Il apparaît donc assez clairement que la commune a un intérêt majeur à s'investir dans la création d'une véritable offre en logements permanents.

La démarche qui consiste à évaluer les besoins prévisibles en logements sur la base des évolutions passées, puis, sur cette base, à définir des capacités à construire, est dans le cas particulier de Termignon un peu trop théorique, car l'absence actuelle d'une réelle capacité à construire fausse les chiffres. Le cas de la Z.A.C. de la Boucle de l'Arc a d'ailleurs montré que dans un climat de pénurie, l'offre génère par elle-même une demande, qui débouche sur un accroissement démographique assez conséquent. On constate qu'en moyenne, la commune a accueilli 59 habitants en plus pour seulement 21 logements supplémentaires entre 1990 et 1999 (la Z.A.C. a créé 16 lots d'habitat permanent).

Il semble donc plus rationnel d'évaluer les capacités à construire au regard du projet communal, qui souhaite, pour les prochaines années, maintenir un développement démographique similaire à celui de la période 1990-1999 (qui a été fortement influencé par la création de la partie résidentielle de la Z.A.C. de la Boucle de l'Arc.)

A. Quelle démarche pour satisfaire les besoins et les objectifs de croissance ?

S'il existe un potentiel pour créer des logements au sein du village actuel, les délais nécessaires à sa mobilisation effective (fin de la rétention, travaux de réhabilitation), ne sont pas compatibles avec les besoins et les objectifs de développement de court, voire de moyen terme. Par ailleurs, la création de logement sur l'initiative privée ne signifiera pas forcément habitat permanent, ni habitat diversifié.

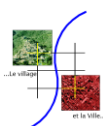
Il est donc nécessaire d'engager un programme communal dans un secteur non actuellement urbanisé, pour créer de manière certaine une offre en logements permanents.

B. Évaluation des besoins et des capacités à construire

Afin d'apprécier la croissance démographique induite par la construction de logements neufs à Termignon, on supposera qu'en moyenne, chaque construction apportera « 2,5 » habitants supplémentaires (c'est ce qui s'est passé dans la Z.A.C. de la Boucle de l'Arc). Si on souhaite une évolution démographique similaire à celle de la période 1990 – 1999 (c'est-à-dire arriver aux alentours de 500 habitants à l'horizon 2013), Cela implique que le P.L.U. devra permettre la création de 30 à 40 logements.

1. MISE EN ŒUVRE D'UN PROJET COMMUNAL

Sur le principe d'un projet de construction porté par la commune (Z.A.C. ou lotissement, par exemple), il n'est pas nécessaire de tenir compte de la rétention foncière car tous les logements seront vendus. Par ailleurs, outre l'objectif de croissance démographique, il est nécessaire de composer entre prélèvement de terrains agricoles pour construire (inévitables au regard de la topographie) et préservation des terres agricoles pour maintenir l'équilibre des capacités de fauche en fond de vallée par rapport aux surfaces d'alpages.



Pour finir, il faut intégrer le paramètre de la forme urbaine souhaitée par la commune dans le cadre d'une opération ex-nihilo, qui est celle d'une opération composée d'unités individuelles abritant de 1 à 3 logements, avec une superficie moyenne de lots voisine de 1 000 m² (un peu moins pour les maisons individuelles, un peu plus pour les bâtiments regroupant trois logements). Avec une répartition équivalente entre unités de 1, 2 et 3 logements, on peut considérer que pour avoir une adéquation entre les objectifs de croissance démographique et le modèle d'habitat pavillonnaire souhaité, la consommation de terrain par logement sera voisine de 500 m², ce qui reste faible en valeur absolue.

En partant sur une base d'évolution similaire à celle de la période 1990 – 1999, où la Z.A.C. de la boucle de l'Arc avait représenté environ 65 % de l'offre en logements, la commune doit donc prévoir la création de 20 à 26 logements dans une opération immobilière volontariste. Avec une consommation de 500 m² par logement et en prenant en compte les besoins en équipements (notamment la voirie), on peut estimer qu'il faille « trouver de 1,2 à 1,6 ha de terrain à ouvrir à la construction pour de l'habitat permanent et en passant par une opération d'ensemble ».

C'est la superficie à prévoir dans le cadre d'une opération communale sur la base d'une forme urbaine de type habitat pavillonnaire, scindée en unités individuelles regroupant de 1 à 3 logements. Une opération de ce type permettrait de satisfaire environ 65 % des besoins en logement pour les 10 prochaines années. Reste donc à couvrir environ 35 % des besoins, soit 10 à 15 logements. A court terme et sans considérer le potentiel de réhabilitation, ces logements pourraient être créés dans la zone des Jardins, au Nord du village et à Favière entre la R.N.6 et le quartier des villas.

V. LE TOURISME

A. Un développement qui prend son essor avec la création du Parc de la Vanoise

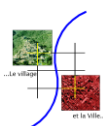
Le Parc de la Vanoise, créé en 1963, a été le vecteur du développement d'un tourisme « vert », basé sur la randonnée et la découverte de la faune et de la flore locale. Il s'appuie notamment sur l'activité agricole, qui entretient le paysage d'alpages et sur la diversité et l'immensité du territoire, son caractère préservé, qu'il s'agisse des espaces naturels et agricoles proprement dits, ou du village, qui a conservé son cachet et n'a pas connu de programme d'aménagement trop décalé en volume ou en architecture depuis l'après guerre et la phase de reconstruction.

B. L'émergence puis le développement de l'activité touristique d'hivers

La commune s'est progressivement dotée d'un domaine skiable (ski de fond et ski alpin), pour mobiliser davantage le potentiel de son territoire. Le point d'orgue de ce développement a été la mise en œuvre de la Z.A.C. de la Boucle de l'Arc, en 1995, qui a offert à la commune une capacité d'accueil touristique en adéquation avec ses ambitions et lui a permis d'affirmer son image de station de sports d'hivers, tout en conservant son site préservé, tant sur le plan naturel que sur le plan patrimonial et architectural.

Les limites du tourisme hivernal sont intrinsèquement liées à celles des capacités de la commune à développer en parallèle son domaine skiable et son potentiel d'hébergement. Les contraintes environnementales de préservation du milieu naturel en constituent les principales limites. Sur Pour envisager un développement respectueux de l'environnement, l'alternative évidente à l'agrandissement du domaine skiable propre à la commune est sa liaison avec une partie des domaines skiables des communes limitrophes. C'est d'ailleurs cette idée de base qui a été anticipée partiellement par la mise en œuvre de la Z.A.C. de la Boucle de l'Arc.

C'est dans cette optique qu'a été mis en projet la liaison entre les domaines skiables de Termignon et de Val Cenis, qui devrait être opérationnelle à l'horizon 2005-2006, c'est-à-dire à court terme. Elle sera contemporaine du P.L.U. et doit donc être intégrée à la démarche de



projet de développement communal, notamment au travers de la réflexion sur la quantité et la diversité de l'offre en hébergements touristiques.

C. Capacité d'accueil

Type d'hébergement	1985*	2002	Une fois la Z.A.C. de la Boucle de l'Arc achevée
Hôtels (2)	165 lits	60 lits	60 lits (2,75%)
Meublés	450 lits	244 lits	894 lits (40,93%)
Caravaneige-Camping (2)	160 lits	447 lits	447 lits (20,47%)
Gîte d'étape (1)	40 lits	185 lits	185 lits (8,47%)
Centre de vacances	120 lits	132 lits	132 lits (6,04%)
Résidences secondaires	200 lits	136 lits	136 lits (6,23%)
Refuges (3)	?	330 lits	330 lits (15,11%)
Total	1 135 lits	1 534 lits	2 184 lits

*Source : RP POS actuel

Le programme de la Z.A.C. de la Boucle de l'Arc n'est pas encore achevé. A terme, le projet produira 650 lits supplémentaires, sous la forme de studios ou appartements meublés.

Actuellement la commune dispose d'une capacité d'hébergement d'environ 1 500 lits, qui sera porté à 2200 lits environ, avec une partie importante de l'offre concentrée sur la location de meublés (environ 40 % de l'offre) et le caravaneige-camping (environ 40 % de l'offre).

VI. LES ACTIVITES ECONOMIQUES

A. Inventaire communal de 1998

Équipement	<u>Existence ou nombre</u>	<u>Distance à la commune fréquentée</u>	Communes équipées			
			du département		<u>de taille équivalente en %</u>	
			Nombre	%	Région	France
Services généraux						
Garage	NON	3	131	43.0	28.4	27.6
Artisans du bâtiment						
Maçon	1	-	169	55.4	46.6	42.2
Électricien	OUI	-	137	44.9	26.7	22.1
Alimentation						
Alimentation générale, épicerie	OUI	-	103	33.8	31.5	25.0
Boulangerie, pâtisserie	1	-	124	40.7	24.0	21.1
Boucherie, charcuterie	NON	///	79	25.9	8.7	8.8
Services généraux						
Bureau de poste	1	-	111	36.4	16.6	16.1
Librairie, papeterie	NON	17	61	20.0	2.6	1.2
Droguerie, quincaillerie	NON	17	46	15.1	1.8	1.8
Autres services à la population						
Salon de coiffure	NON	3	89	29.2	6.8	6.6
Café, débit de boissons	3-4	-	237	77.7	76.9	59.1
Bureau de tabac	1	-	173	56.7	43.0	38.6
Restaurant	3-4	-	206	67.5	66.5	43.4
Enseignement public du premier degré						
École maternelle ou classe enfantine	OUI	-	205	67.2	63.5	47.2
Enseignement du second degré premier cycle public ou privé						
Collège public	NON	17	30	9.8	0.3	0.3
Fonctions médicales et paramédicales (libérales)						
Dentiste	NON	17	58	19.0	0.9	0.9
Infirmier ou infirmière	NON	3	82	26.9	10.5	10.8
Médecin généraliste	1	-	104	34.1	7.0	5.0
Pharmacie	NON	3	75	24.6	3.2	2.2
Vétérinaire	OUI					

B. Les commerces

L'activité économique de la commune est axée sur l'agriculture et le tourisme. En liaison avec ces activités, Termignon offre un niveau de services assez élevé à ses habitants, comparativement aux communes de taille équivalente.

Outre les commerces et services répertoriés dans l'inventaire communal INSEE de 1998, on trouve à Termignon :

- 1 magasin d'alimentation,
- 1 fromagerie,
- 1 boulangerie,
- 1 épicerie,
- 1 clinique vétérinaire,
- 1 entreprise d'ambulances – taxi.

On note aussi la présence d'un cabinet d'architecte et d'un magasin de vente d'objets en bois sculptés.

Directement liés à l'activité touristique, la commune compte deux magasins de sport.

L'inventaire des services et de commerces dans la commune, montre que les fonctions essentielles sont représentées : supérette, boulangerie, poste...Ce n'est pas toujours le cas dans d'autres communes de montagne de taille similaire. La présence de ces fonctions est liée en grande partie à l'activité touristique, dont la valeur ajoutée permet d'assurer aux habitants à l'année un commerce « de dépannage » et des services publics de base, sans avoir recours systématiquement à la voiture pour rejoindre Modane (à un quart d'heure environ). Par ailleurs, la concentration de l'espace bâti permet l'accessibilité à pieds aux commerces pour une bonne partie des habitants de la commune.

Globalement, au regard de la population résidente actuelle, il n'apparaît pas de carence notoire en services ou activités de base. Par ailleurs, on peut penser que la croissance démographique, qui passe par la création de logements qui seront forcément en continuité ou dans le village (donc toujours à très courte distance des commerces), participera au renforcement de l'activité commerciale : il est probable que les nouveaux habitants auront recours aux commerces *in situ*, contrairement à ce qui peut arriver dans une commune au

bâti éclaté, où les habitants de certains hameaux ont meilleur compte à se rendre dans les supermarchés des pôles urbains voisins plutôt que de faire fonctionner les commerces du village.

A Termignon, la croissance démographique aura un impact positif certain et direct sur l'activité commerciale.

C. L'activité artisanale

Compte tenu de sa configuration topographique et de sa situation géographique, historiquement, la commune n'a jamais développé d'activité industrielle, à la différence du bas de la vallée. L'activité artisanale ne s'est pas non plus véritablement développée. On recense toutefois quelques artisans du B.T.P., comme c'est d'ailleurs le cas dans quasiment toutes les communes rurales :

- un plombier,
- une entreprise de maçonnerie,
- une centrale à béton,
- un électricien.

Il n'a pas été recensé de besoin majeur en terrains pour l'accueil d'activités artisanales nouvelles. Depuis longtemps déjà et de manière croissante, la commune a parié sur un développement basé sur le maintien de l'agriculture et l'activité touristique. Dans cet objectif, le développement d'une activité artisanale ou industrielle ne constitue pas une priorité. La question de l'activité artisanale (celle de l'activité industrielle pouvant d'emblée être éludée), se pose en terme de gestion des conflits d'usage potentiels avec les autres formes d'occupations du sol (habitat notamment) et de recherche de possibilités d'extensions mesurées pour les artisans locaux, dans un climat foncier et immobilier très tendu.

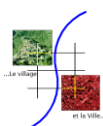
En bref, il ne s'agit pas à Termignon de s'engager sur la création d'une zone d'activités artisanales bien définie, qui entrerait dans la problématique de développement, mais plutôt de permettre aux structures en place de poursuivre leur activité en leur donnant les moyens de s'étendre à proximité du village, ou dans une zone où l'activité artisanale ne représenterait qu'une partie du bâti.

Dans cette optique, la création d'une zone d'activités agricoles (accueil prioritaire de bâtiments d'élevage) pourrait apporter des solutions, en permettant à des artisans de s'installer en site vierge et de s'éloigner un peu du village, où la densité du bâti n'est pas vraiment adaptée. Bien que réservée en priorité à des bâtiments à vocation agricole, il l'implantation de quelques artisans sur une faible partie de sa superficie sera possible.

D. Les services aux habitants

La commune est dotée des services de base, ainsi que de services en liaison avec l'activité touristique :

- Poste, office de tourisme, Maison de la Vanoise.
- La commune dispose d'une salle polyvalente et d'équipements sportifs :
- 2 terrains de tennis, 1 terrain de foot, 1 terrain de boules.



➤ L'AGRICULTURE

A. Introduction

Conjointement à l'élaboration du P.L.U., une étude agricole a été menée sur le territoire communal par le G.I.D.A. de Haute Maurienne et la Chambre d'Agriculture de Savoie. Cette étude a permis de faire un bilan précis l'agriculture à Termignon, d'évaluer l'impact du P.L.U. sur cette activité primordiale et de définir les mesures d'accompagnement permettant de la pérenniser en dépit de la réduction des surfaces agricoles, induites par le P.L.U. et nécessaires au développement urbain et économique de Termignon.

Situé en Haute-Maurienne, à 1290 m d'altitude, le village de Termignon la Vanoise compte 24 exploitations agricoles qui entretiennent plus de 1927 hectares (données du RGA 2000). Malgré des conditions difficiles dues à cette localisation, les exploitants bénéficient cependant de surfaces agricoles facilement mécanisables à proximité du village.

L'emprise agricole importante et les terrains favorables à l'activité agricole ont permis de maintenir à Termignon un paysage ouvert et entretenu créant ainsi un environnement privilégié et apprécié des nombreux touristes.

L'étude est divisée en deux parties

- ☞ Un rapport de synthèse sur la situation de l'agriculture et ses perspectives d'avenir
- ☞ Une cartographie.

B. Le Rapport

Ce rapport est fondé sur trois analyses :

- ☞ Le Recensement Général de l'Agriculture de l'année 2000 qui nous permet d'avoir les chiffres globaux de l'agriculture à Termignon. Ces données pouvant être comparées aux RGA de 1979 et 1988.
- ☞ Les enquêtes individuelles menées auprès d'une douzaine d'utilisateurs agricoles (les plus importants) réunis lors de deux réunions collectives (l'une organisée au village de Termignon et l'autre au refuge du Plan du lac) ou rencontrés individuellement pour certains d'entre eux. Ces enquêtes ont suivi un questionnaire rapide dirigé autour :
 - ☞ - Des critères sociaux :
Age de l'exploitant, situation de famille, double-activité ou temps plein en agriculture, les possibilités de succession.
 - Des critères fonciers :
La surface utilisée dans la commune et hors commune. Ce qui est utilisé en location ou en propriété directe des agriculteurs.
 - Des critères techniques :
Le nombre d'animaux sur l'exploitation, les bâtiments, le matériel, la production et la commercialisation.
 - Les besoins des exploitants :
En termes de bâtiments, de matériel, d'investissements et de foncier.
- ☞ Une enquête réalisée pour le compte du GIDA de Haute Maurienne en 1999, sur l'ensemble des communes de Haute Maurienne, avec pour chaque exploitant des données sur l'âge, le type de production et le type d'exploitation.

L'ensemble de ces données permet ainsi de faire ressortir les tendances et les besoins de l'agriculture sur Termignon la Vanoise.

TERMIGNON la Vanoise

Quelques chiffres

ELEMENTS CARACTERISTIQUES	RGA 1979	RGA 1988	RGA 2000
Nombre d'exploitations	45	38	24
Dont exploitations professionnelles (1)	18	11	11
Exploitants agricoles :	45	40	26
Moins de 40 ans	6	9	6
De 40 à moins de 55 ans	20	10	12
55 et plus	19	21	8
Nombre total d'UTA	46	56	34
Surface exploitée totale (en ha)	1164	1137	1871
Terres labourables utilisées	65	78	50
Surfaces toujours en herbe utilisée	1098	1059	1821
Cheptel			
Total bovins	386	254	273
Dont vaches laitières	196	156	207
Dont vaches allaitantes	0	0	0
Brebis mères	2013	1836	1345
Chèvres	47	0	C

Légende :

UTA : Unités de Travail Agricole = quantité de travail d'une personne à temps complet pendant une année.

1 = Exploitations dont le nombre d'UTA est supérieur ou égal à 0.75 et la marge brute standard est supérieure ou égale à 8 VL.

C = résultats confidentiels non publiés.

C. La cartographie

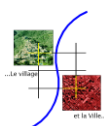
La cartographie doit apporter des réponses géographiques et visuelles sur l'intérêt agricole des espaces ouverts, non urbanisés de la commune. Pour cela une carte a été élaborée :

La carte de l'importance des terrains pour l'agriculture :

Cette carte est la synthèse des renseignements recueillis auprès des exploitants. Elle reflète l'analyse de l'état des lieux et, grâce à un gradient d'importance, caractérise les zones agricoles.

Il faut, naturellement, la prendre comme un élément d'analyse pour la réalisation du zonage du Plan Local d'Urbanisme, mais elle doit être confrontée, par l'architecte urbaniste en charge du dossier, avec tous les autres éléments d'appréciation (projets de développement de la municipalité, réseaux, étude paysagère,...etc.)

Concernant les bâtiments agricoles, ils ont été positionnés sur une deuxième carte présentée à la fin du chapitre.



D. – L'agriculture à TERMIGNON

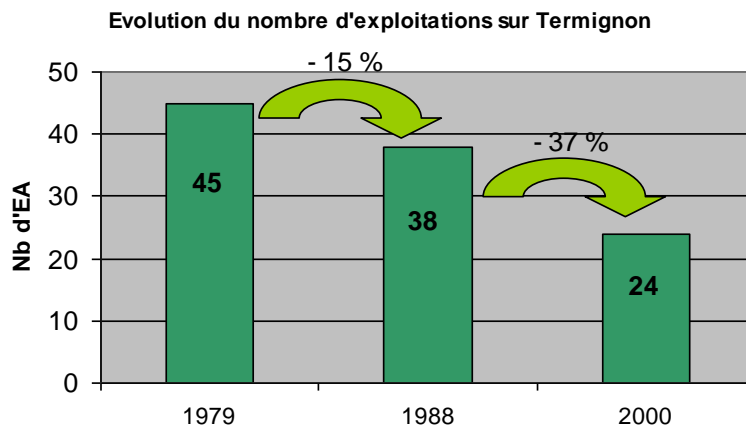
1. LES EXPLOITANTS :

Si l'on s'intéresse aux différents Recensements Agricoles qui ont eu lieu entre 1979 et 2000, on se rend compte que le nombre d'exploitations est passé **de 45 à 24**, soit une baisse de **- 47%**. En comparaison, elle est de **- 62%** sur le canton de Lanslebourg.

Entre 1988 et 2000, la diminution annuelle du nombre d'exploitations est d'environ **3% par an** soit une baisse moins forte que la moyenne savoyarde (-4% / an).

Remarque : sur cette même période, on perd 39% des exploitations dans la vallée de la Maurienne et 41% en Savoie.

La baisse sur la commune de Termignon la Vanoise est donc relativement importante mais reste inférieure à la tendance départementale.

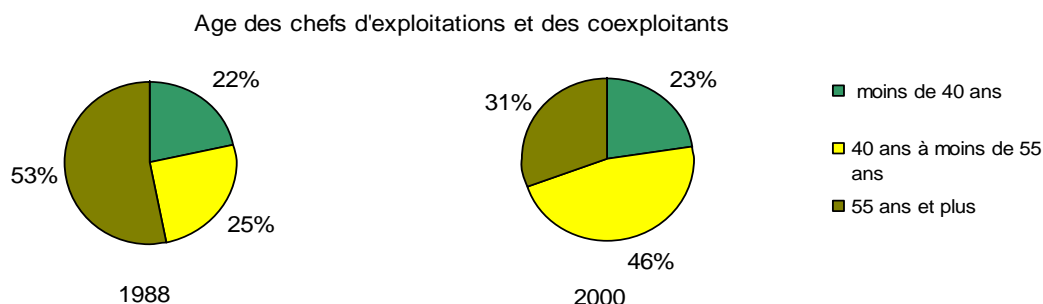


La diminution du nombre d'exploitations a évidemment eu une répercussion sur le nombre de chefs d'exploitations et de coexploitants. En 2000, ils **étaient un tiers de moins** qu'en 1988. Néanmoins, cette baisse est similaire à celle enregistrée sur le canton de Lanslebourg.

Si nous examinons les exploitations professionnelles¹, elles sont restées stables sur la commune entre 1988 et 2000 alors que la tendance en Savoie est plutôt à la baisse (- 8%). Ainsi, la baisse du nombre d'exploitations provient surtout de la perte des exploitations les moins importantes. En proportion, les exploitations professionnelles représentent 46 % des exploitations de la commune en 2000.

¹ Exploitations dont le nombre d'UTA est supérieur ou égal à 0.75 et la marge brute standard est supérieure à 8 VL.

Actuellement, la part des exploitants de moins de 40 ans reste stable (autour de 22 %). Dans le même temps, on assiste à une forte diminution de la proportion des agriculteurs



ayant plus de 55 ans (départ à la retraite) ; les exploitations ainsi libérées ne sont donc pas reprises par des jeunes mais servent plutôt à l'agrandissement des structures en place.

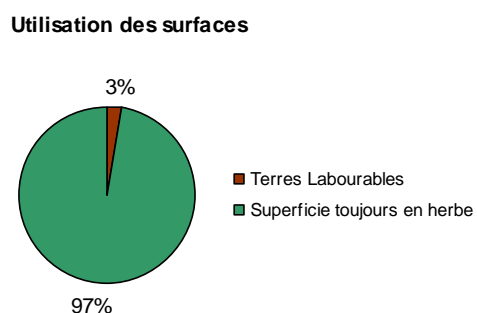
Sur les 24 exploitations de Termignon, deux sont sous forme sociétaire (GAEC : Groupement Agricole d'Exploitation en Commun), les autres sont toutes des exploitations individuelles.

La main d'œuvre familiale reste importante et représente 34 emplois à plein temps pour l'année.

E. Les surfaces entretenues :

Termignon fait partie des plus grandes communes de France avec 14 903 ha de superficie totale. La superficie agricole utilisée est de 1927 ha soit 13 % (source : RGA 2000).

La part des surfaces toujours en herbe est écrasante ce qui est normale compte tenu de la localisation de la commune et des systèmes d'exploitations.



La SAU moyenne par exploitation a tendance à augmenter depuis 1979 ; on est ainsi passé de 26 ha en 1979, à 31 ha en 1988, à plus de **78 ha en 2000**.

Les parcelles localisées autour du village de Termignon la Vanoise sont, pour la plupart, mécanisables ce qui permet une utilisation facile du foncier et, par conséquence, le maintien d'un paysage ouvert. Ces parcelles sont destinées à la production de foin pendant l'été (et de regain quand les conditions le permettent). De plus, au printemps et / ou à l'automne, certaines d'entre elles sont pâturées par les troupeaux.

Néanmoins, le morcellement est important et la pression foncière reste forte.

F. Les types de productions :

L'altitude du village et les contraintes naturelles ne laissent pas beaucoup de choix quant à l'orientation des productions des exploitants. Ainsi, on retrouve deux activités dominantes liées à l'élevage : les bovins (vaches laitières) et les ovins.

1. LES BOVINS :

En 2000, le nombre de vaches laitières atteignait les 207 soit une stabilisation des effectifs depuis 1979 (196 VL). 14 exploitations sont concernées par cette production ce qui fait une **taille moyenne de troupeau de 15 VL**.

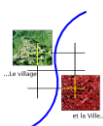
Le lait sert exclusivement à la fabrication de deux fromages :

- ☞ Le Bleu de Termignon : il fait partie de la famille des fromages persillés. Le lait cru issu des deux races locales (Tarine et Abondance) provient, seulement, de **quatre exploitations**. Cette production, qui tourne autour de quelques centaines de pièces, est donc relativement fragile.
- ☞ Le Beaufort : le village se trouvant dans la zone d'Appellation d'Origine Contrôlée. Le lait est livré à la coopérative de Haute Maurienne - Vanoise.

2. LES OVINS

Depuis 1979, le nombre de brebis mère a chuté passant de 2013 à 1345 en 2000 soit – 33 %. **9 exploitations** sont concernées par cette production. (RGA 2000).

La plupart des exploitations sont spécialisées dans l'une ou l'autre de ces deux productions. Cependant, plusieurs d'entre elles couplent les deux. Un exploitant cumule vaches laitières, chèvres et brebis (avec deux alpages : un sur Termignon, l'autre au Mont Cenis) et un autre possède des vaches allaitantes et des équins.



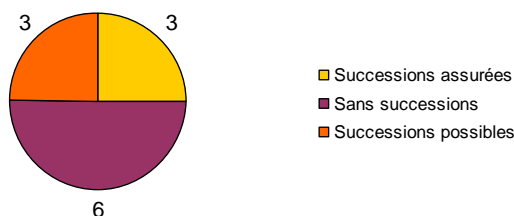
G. Perspectives d'avenir et préoccupations du monde agricole :

1. LES SUCCESSIONS :

Sur les 19 d'exploitations référencées auprès du GIDA de Haute Maurienne :

- ☞ **Sept** ont un exploitant âgé de 60 ans ou plus. La grande majorité de ces personnes étant pour le moment sans successeur. Le nombre d'exploitations risque donc de fortement chuter dans les cinq à dix ans à venir.
- ☞ **Sur les douze restantes**, la répartition est la suivante avec, cette année, deux jeunes en cours d'installation (reprise d'exploitations existantes).

Succession des exploitants rencontrés



De plus, un projet d'installation hors cadre familial est en cours pour 2004.

2. LE FONCIER :

Lors des enquêtes, ce point est ressorti comme **l'un des plus important avec le problème des bâtiments d'élevage**. Comme on l'a vu, l'environnement autour de Termignon reste relativement bien entretenu et ouvert. Plusieurs explications peuvent être apportées :

- ☞ Les terrains à proximité du village sont, dans leur grande majorité, facilement mécanisables.
- ☞ La population agricole est encore, pour l'instant, relativement élevée.

Cependant, cet accès au foncier est délicat. Peu ou pas de terres se libèrent empêchant tout agrandissement au sein de la commune et limitant les installations. Le morcellement des parcelles est également un frein.

Chaque perte de terrain agricole est donc préjudiciable aux exploitations et peut remettre en cause leur système de fonctionnement (pâturage au printemps et à l'automne, autonomie fourragère fixée par le cahier des charges Beaufort,...).

a) Présentation de la carte des enjeux agricoles :

La **carte des enjeux des terrains agricoles** tente de caractériser les priorités des parcelles localisées autour du village. Ces priorités ont été établies en présence des exploitants lors des enquêtes individuelles.

Remarque : concernant certaines parcelles, des erreurs ont pu subsister compte tenu de l'extrême difficulté à tenir compte de l'avancée des forêts ou des friches.

Sur cette carte figure différentes couleurs représentant les différents enjeux :

☞ **Les zones à enjeux primordiaux (couleur bleue) :**

Ces secteurs sont caractérisés par :

Des terrains proches des exploitations et donc importants pour le pâturage des animaux que ce soit au printemps et à l'automne.

Des terrains mécanisables qui permettent donc de faucher, d'épandre, voir de labourer afin de mettre en place des prairies temporaires, de la luzerne,...etc.

Des terrains de bonne qualité agronomique qui permettent une bonne qualité fourragère.

Leur importance est donc capitale pour le fonctionnement des exploitations.

☞ **Les zones à enjeux forts (couleur rose) :**

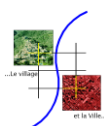
Ces secteurs sont caractérisés par des terrains un peu plus éloignés des exploitations et qui nécessitent souvent de traverser le village pour aller faire pâturer les animaux. Néanmoins, ils sont, là encore, tous mécanisables et de bonne qualité agronomique produisant ainsi un fourrage de bonne qualité.

☞ **Les zones à enjeux moyens (couleur orange) :**

Ce sont des parcelles le plus souvent en bordures des secteurs à enjeux forts. Les conditions d'exploitation sont moins favorables (moins proche, plus difficile d'accès, moins bonne qualité agronomique). Elles restent cependant mécanisables (faucheuse ou moto-faucheuse) et sont donc importantes pour l'autonomie fourragère des troupeaux.

☞ **Les zones à enjeux faibles (couleur jaune) :**

Ces zones correspondent le plus souvent à des secteurs pâturés (bovins ou ovins). Elles sont dans des endroits qui sèchent facilement présentant donc un faible intérêt agronomique (sur le Barrioz, Chat pendu,...etc) ou sont entourées par les bois. La pente est également plus prononcée. Ces secteurs sont ainsi les plus menacés par l'enfrichement.



Cette carte montre ainsi l'importance des secteurs localisés à proximité du village de Termignon que ce soit pour la pâture des animaux, pour l'autonomie fourragère et pour l'épandage des effluents d'élevage.

b) Les projets communaux touchant au foncier :

Le « triangle de Saint André » :

Ce « triangle », d'une superficie totale de **3 ha 33** est localisé dans un secteur dit « primordial » pour les raisons évoquées précédemment. Plusieurs agriculteurs y possèdent du terrain. Cependant, deux sont directement touchés par la perte de ce secteur. Les terrains exploités leur permettant de faire pâture le troupeau au minimum 15 jours au printemps. On perçoit tout de suite les conséquences d'une telle perte sur le fonctionnement de leur exploitation. Pour les autres utilisateurs, cela concerne la production de fourrage et donc un impact sur l'autonomie des exploitations.

Néanmoins, il est évident qu'il ne s'agit pas d'aller contre le développement économique de la station ; les deux activités, tourisme et agriculture, étant fortement complémentaires.

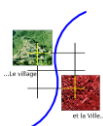
La position des exploitants rencontrés est plus d'optimiser la gestion des espaces en :

- ☞ Privilégiant les zones les moins fonctionnelles pour la construction (pentes, secteurs mal desservis ou de faible intérêt agricole). C'est notamment le cas pour le lieu dit « Champ Vernier » localisé à proximité de Saint André.
- ☞ Concentrant l'habitat pour éviter tout gaspillage d'espace.
- ☞ Réservant la présence de logements à vocation touristique en pied de piste mais en construisant les logements permanents sur des secteurs à plus faibles enjeux agricoles.

Quelles compensations envisageables ?

Pour répondre à la préoccupation initiale de la commune, à savoir : « quelle pourrait être le type de compensations à mettre en place pour pallier cette perte de surface ? », plusieurs pistes ont été apportées par les exploitants.

Cinq propositions sont revenues régulièrement :



- ☞ **Echanger, quand cela est possible**, les surfaces amenées à disparaître avec des parcelles communales de « même valeur », c'est à dire plates, à proximité des exploitations, de qualité agronomique semblable et de surfaces équivalente.
- ☞ **Réhabiliter et redonner des surfaces communales** aux exploitants les plus touchés par la perte de ces terrains (proposition avancée par la commune). Cette rétrocession est intéressante et tient compte des préoccupations des agriculteurs. Toutefois, l'exploitant y perd en terme de surfaces, de qualité fourragère et de distance (notion importante pour ceux qui font pâturer leur cheptel au printemps).
- ☞ **Apporter une réponse au problème du morcellement du foncier**. Une solution pourrait être de réaliser une Association Foncière Pastorale libre à l'échelle de la commune (voir document en annexe) ou un Plan d'Echange aux Cultures. Cette proposition a été évoquée par l'ensemble des personnes interrogées et nécessite, au préalable, une analyse globale de la qualité des terrains de la commune, de même qu'une animation auprès des acteurs agricoles. Le morcellement aujourd'hui important provoque ainsi des temps de déplacement importants, une perte d'efficacité et des conditions de travail difficiles.
- ☞ Réaliser une étude sur la commune pour voir s'il n'est pas possible de **développer l'irrigation** sur certains secteurs. Ce système permet, en effet, d'augmenter l'autonomie fourragère chez les exploitants équipés et donc de faire face à la perte de surfaces. De plus, il augmente la qualité du fourrage rentré.
- ☞ Remettre en état les **chemins d'accès** aux différentes parcelles (ornières,...etc).

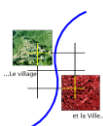
3. 3.3 LES BATIMENTS D'ELEVAGE :

Comme le montre la carte de la localisation des bâtiments d'élevage, la majorité des exploitations est encore localisée au sein du village. Outre, la proximité avec les habitations, des contraintes législatives difficiles à respecter (mise aux normes), des structures inadaptées aux besoins actuels et des reprises impossibles en l'état, l'agriculture génère involontairement certaines nuisances (qu'elles soient visuelles, sonores, odorantes).

La mise en place d'une zone d'activité à l'extérieur du village permettrait ainsi d'apporter une réponse durable à ces nuisances, tout en donnant aux agriculteurs qui le souhaitent des outils de fonctionnement modernes et adaptés.

La réalisation d'une zone agricole est donc essentielle pour répondre à l'amélioration des conditions de travail et de la qualité de vie, de même qu'aux nouvelles attentes de la société

Lors des enquêtes effectuées, 4 exploitations souhaitent pouvoir construire un bâtiment. De plus, un nouveau projet devrait voir le jour avec l'installation prochaine d'un agriculteur.



H. Conclusion : Les préoccupations agricoles vis à vis du P.L.U

L'agriculture à Termignon la Vanoise tourne autour de quelques productions. Toutes sont liées à l'élevage et sont garantes d'une **image de terroir et de qualité**. Cette activité permet ainsi d'entretenir l'ensemble du foncier du bas de la vallée et de faire de Termignon un village **vivant et entretenu**. C'est pourquoi il semble nécessaire de tenir compte de ces aspects lors de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme.

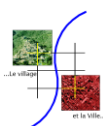
Plusieurs pistes peuvent être énoncées :

pour l'utilisation de la ressource foncière :

- ☞ Eviter au maximum **tout gaspillage des meilleurs terrains de la commune** en maîtrisant l'urbanisation.
- ☞ **Sécuriser le foncier** en regroupant les parcelles par la réalisation d'une AFP, ou d'un plan d'échange aux cultures.
- ☞ Voir s'il est possible de **mettre en place l'irrigation** sur certains secteurs de la commune.

Pour la pérennisation et la modernisation de l'agriculture :

Mettre en place une zone agricole pour les exploitations qui souhaitent améliorer leurs conditions de travail. La prise en compte d'un tel espace dans le PLU semble le seul moyen de maintenir une activité agricole durable, en respect avec la loi, attractive pour les repreneurs potentiels.



ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

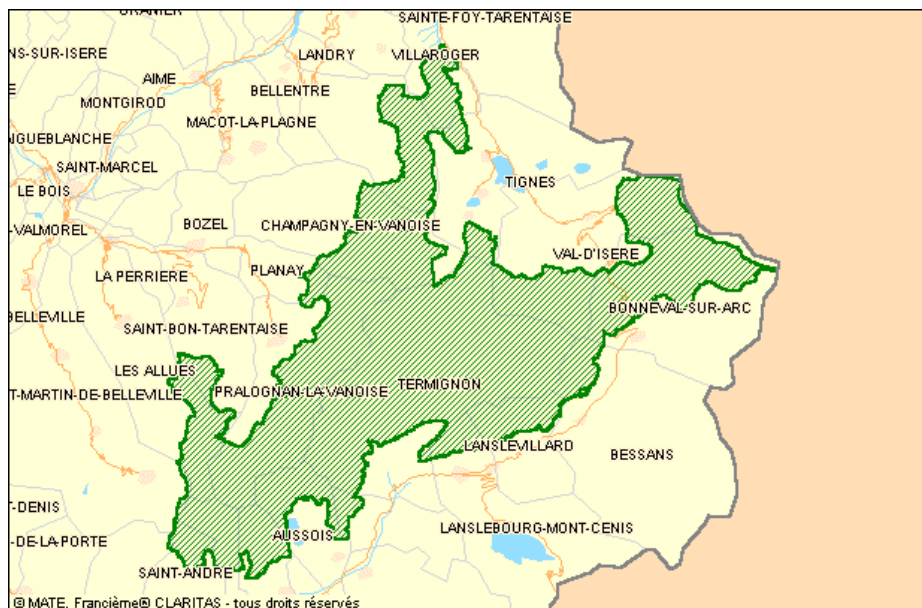
VII. ENVIRONNEMENT NATUREL

Termignon se situe au cœur du Parc National de la Vanoise, site internationalement connu pour son exceptionnelle richesse faunistique et floristique et abritant plusieurs espèces menacées. Sur les 18 000 hectares du territoire communal, près de 15 000 se situent en zone centrale du Parc (soit plus de 80 %). Ce territoire est couvert par plusieurs zones de protection des espaces naturels, qui vont de la Z.N.I.E.F.F de type 2 (qui correspondent à de vastes ensembles dont les équilibres doivent être préservés), à l'inventaire très ponctuel des tourbières. La liste ci-après décline l'ensemble de ces périmètres et les principales richesses faunistiques et floristiques qu'ils recèlent. Les espèces végétales ou animales répertoriées ne sont qu'un échantillon de l'incroyable diversité présente sur le territoire. Une masse très importante de publications, détaillées et exhaustives ont été produites et chacun pourra s'y reporter pour de plus amples informations.

Il est rappelé qu'outre les règles définies par le P.L.U., tous les travaux dans la zone centrale du Parc National de la Vanoise doivent recevoir l'autorisation du directeur du Parc.

Le territoire communal fait partie de plusieurs Z.N.I.E.F.F. (Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Floristique et Faunistique). Les Z.N.I.E.F.F. de type 1 et 2 ont le caractère d'un inventaire scientifique, sans portée réglementaire directe. Toutefois, les intérêts scientifiques qu'elles recensent constituent un enjeu d'environnement de niveau supra communal qui doit être pris en compte au cours de l'élaboration des P.L.U. Les Z.N.I.E.F.F. de type 1, de taille plus modeste que les Z.N.I.E.F.F. de type 2 (ensemble naturel étendu dont les équilibres généraux doivent être préservés), sont des sites particuliers qui présentent un intérêt spécifique et abritent des espèces animales ou végétales protégées bien identifiées. Ils correspondent à un enjeu de préservation des biotopes concernés.

A. La Vanoise



Identification

Code : FR8210032
Appellation : La Vanoise
Date de compilation : 02/1988
Historique : Date de classement comme ZPS : 02/1988

Localisation

Département : [Savoie](#)
Superficie : 52800 ha
Altitude minimale : 1250 m
Altitude maximale : 3855 m
Région biogéographique : Alpine

La surface de ce site intersecte les propositions de Sites d'Importance Communautaire suivantes :
[FR8201779](#) FORMATIONS FORESTIERES ET HERBACEES SECHES DES ALPES INTERNES
[FR8201780](#) RESEAU DE VALLONS D'ALTITUDE A CARICION
[FR8201783](#) MASSIF DE LA VANOISE

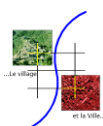
Description

Composition du site :

Rochers intérieurs, Eboulis rocheux, Dunes intérieures, Neige ou glace permanente	63 %
Pelouses alpine et sub-alpine	27 %
Landes, Broussailles, Recrus, Maquis et Garrigues, Phrygana	1 %
Forêts (en général)	1 %
Eaux douces intérieures (Eaux stagnantes, Eaux courantes)	

Espèces présentes : Oiseaux

Accenteur alpin (<i>Prunella collaris</i>)	Reproduction.
Aigle royal (<i>Aquila chrysaetos</i>) ⁽³⁾	Reproduction.
Alouette lulu (<i>Lullula arborea</i>) ⁽³⁾	Reproduction.
Autour des palombes (<i>Accipiter gentilis</i>)	Reproduction.
Bécasse des bois (<i>Scolopax rusticola</i>)	Reproduction.
Bondrée apivore (<i>Pernis apivorus</i>) ⁽³⁾	Reproduction.
Bruant fou (<i>Emberiza cia</i>)	Reproduction.
Bruant jaune (<i>Emberiza citrinella</i>)	Reproduction.
Bruant ortolan (<i>Emberiza hortulana</i>) ⁽³⁾	Reproduction.
Bruant zizi (<i>Emberiza cirlus</i>)	Reproduction.
Buse variable (<i>Buteo buteo</i>)	Reproduction.
Cassenoix moucheté (<i>Nucifraga caryocatactes</i>)	Reproduction.
Chevalier guignette (<i>Actitis hypoleucos</i>)	Reproduction.
Chevêche d'Athéna (<i>Athene noctua</i>)	Reproduction.
Chevêchette d'Europe (<i>Glaucidium passerinum</i>) ⁽³⁾	Reproduction.
Chocard à bec jaune (<i>Pyrrhocorax graculus</i>)	Reproduction.
Chouette de Tengmalm (<i>Aegolius funereus</i>) ⁽³⁾	Reproduction.
Chouette hulotte (<i>Strix aluco</i>)	Reproduction.
Cincle plongeur (<i>Cinclus cinclus</i>)	Reproduction.
Crave à bec rouge (<i>Pyrrhocorax pyrrhocorax</i>) ⁽³⁾	Reproduction.
Engoulevent d'Europe (<i>Caprimulgus europaeus</i>) ⁽³⁾	Reproduction.
Epervier d'Europe (<i>Accipiter nisus</i>)	Reproduction.
Faucon crécerelle (<i>Falco tinnunculus</i>)	Reproduction.
Faucon pèlerin (<i>Falco peregrinus</i>) ⁽³⁾	Reproduction.
Gélinotte des bois (<i>Bonasa bonasia</i>) ⁽³⁾	Reproduction.
Grand-duc d'Europe (<i>Bubo bubo</i>) ⁽³⁾	Reproduction.
Gypaète barbu (<i>Gypaetus barbatus</i>) ⁽³⁾	Reproduction. Hivernage.
Hibou moyen-duc (<i>Asio otus</i>)	Reproduction.
Hirondelle de rochers (<i>Ptyonoprogne rupestris</i>)	Reproduction.



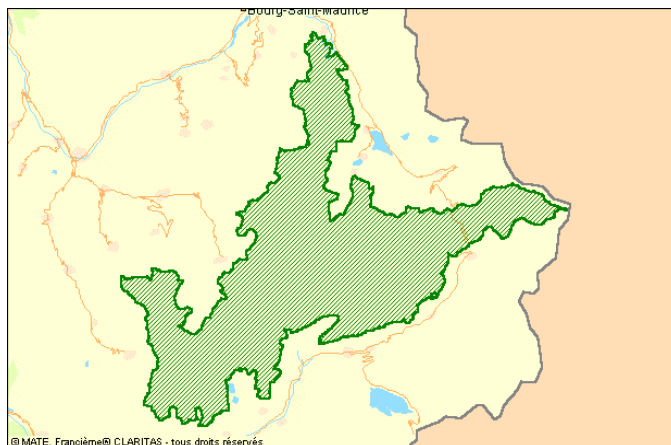
Huppe fasciée (<i>Upupa epops</i>)	Reproduction.
Lagopède alpin (<i>Lagopus mutus</i>)	Reproduction.
Martinet à ventre blanc (<i>Apus melba</i>)	Reproduction.
Merle à plastron (<i>Turdus torquatus</i>)	Reproduction.
Milan noir (<i>Milvus migrans</i>) ⁽³⁾	Reproduction.
Monticole de roche (<i>Monticola saxatilis</i>)	Reproduction.
Niverolle alpine (<i>Montifringilla nivalis</i>)	Reproduction.
Perdrix bartavelle (<i>Alectoris graeca</i>)	Reproduction.
Pic noir (<i>Dryocopus martius</i>) ⁽³⁾	Reproduction.
Pic tridactyle (<i>Picoides tridactylus</i>) ⁽³⁾	Reproduction.
Pie-grièche écorcheur (<i>Lanius collurio</i>) ⁽³⁾	Reproduction.
Pipit spioncelle (<i>Anthus spinoletta</i>)	Reproduction.
Pouillot de Bonelli (<i>Phylloscopus bonelli</i>)	Reproduction.
Râle des genêts (<i>Crex crex</i>) ⁽³⁾	Reproduction.
Rousserolle verderolle (<i>Acrocephalus palustris</i>)	Reproduction.
Sizerin flammé (<i>Carduelis flammea</i>)	Reproduction.
Tarier des prés (<i>Saxicola rubetra</i>)	Reproduction.
Tarier pâle (<i>Saxicola torquata</i>)	Reproduction.
Tarin des aulnes (<i>Carduelis spinus</i>)	Reproduction.
Tétras lyre (<i>Tetrao tetrix</i>)	Reproduction.
Tichodrome échelette (<i>Tichodroma muraria</i>)	Reproduction.
Torcol fourmilier (<i>Jynx torquilla</i>)	Reproduction.
Traquet motteux (<i>Oenanthe oenanthe</i>)	Reproduction.
Venturon montagnard (<i>Serinus citrinella</i>)	Reproduction.

S

La zone de protection spéciale (du futur réseau Natura 2000) a été désignée par l'arrêté ministériel du 21 janvier 2004 sous le titre « site Natura 2000 de la Vanoise »

En ce qui concerne la commune de Termignon, le périmètre du site coïncide exactement avec celui de la zone centrale du Parc national de la Vanoise.

B. Massif de la Vanoise



Identification

Code :	FR8201783
Appellation :	MASSIF DE LA VANOISE
Date de compilation :	12/1995
Mise à jour :	09/1998
Historique :	Date de proposition comme SIC : 12/1998

Localisation

Département :	Savoie
Superficie :	54200 ha
Altitude minimale :	950 m
Altitude maximale :	3855 m
Région biogéographique :	Alpine

La surface de ce site intersecte la Zone de Protection Spéciale suivante :
[FR8210032](#) La Vanoise

Description

L'intérêt majeur de ce site réside dans la juxtaposition sur un territoire de grande superficie et d'un seul tenant de l'ensemble des milieux d'intérêt communautaire présents dans les étages alpins et subalpins des Alpes françaises. La diversité lithologique et la grande richesse floristique du massif de la Vanoise renforcent la diversité interne, la représentativité et la valeur des habitats représentés.

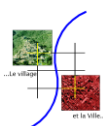
Le site couvre une grande partie du "Massif de la Vanoise", compris entre les hautes vallées de la Maurienne et de la Tarentaise. Le Parc National de la Vanoise et les réserves naturelles adjacentes constituent la totalité du territoire actuellement proposé qui fait l'objet d'un programme LIFE expérimental.

Composition du site :

Rochers intérieurs, Eboulis rocheux, Dunes intérieures, Neige ou glace permanente	50 %
Pelouses alpine et sub-alpine	23 %
Landes, Broussailles, Recrus, Maquis et Garrigues, Phrygana	10 %
Forêts de résineux	10 %
Eaux douces intérieures (Eaux stagnantes, Eaux courantes)	2 %
Pelouses sèches, Steppes	2 %
Prairies semi-naturelles humides, Prairies mésophiles améliorées	2 %
Marais (végétation de ceinture), Bas-marais, Tourbières,	1 %

Types d'habitats présents	% couv.	SR⁽¹⁾
Éboulis calcaires et de schistes calcaires des étages montagnard à alpin (<i>Thlaspietea rotundifolii</i>)	18 %	C
Pelouses calcaires alpines et subalpines	16 %	C
Glaciers permanents	15 %	B
Éboulis siliceux de l'étage montagnard à nival (<i>Androsacetalia alpinae</i> et <i>Galeopsietalia ladani</i>)	9 %	C
Pentes rocheuses calcaires avec végétation chasmophytique	6 %	C
Pentes rocheuses siliceuses avec végétation chasmophytique	6 %	C
Landes alpines et boréales	3 %	C
Eaux oligo-mésotrophes calcaires avec végétation benthique à <i>Chara</i> spp.	1 %	C
Rivières alpines avec végétation ripicole herbacée	1 %	C
Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin	1 %	C
Prairies de fauche de montagne	1 %	C
Tourbières hautes actives*	1 %	C
Formations pionnières alpines du <i>Caricion bicoloris-atrofuscae</i>*	1 %	B
Roches siliceuses avec végétation pionnière du <i>Sedo-Scleranthion</i> ou du <i>Sedo albi-Veronicion dillenii</i>	1 %	C
Forêts acidophiles à <i>Picea</i> des étages montagnard à alpin (<i>Vaccinio-Piceetea</i>)	1 %	C
Forêts alpines à <i>Larix decidua</i> et/ou <i>Pinus cembra</i>	1 %	C
Forêts montagnardes et subalpines à <i>Pinus uncinata</i> (*si sur substrat gypseux ou calcaire)*	1 %	C
Tourbières basses alcalines	1 %	C

Espèces présentes : Invertébrés	PR⁽²⁾
Damier de la Succise (<i>Euphydryas aurinia</i>)	C



Espèces présentes : Mammifères**PR⁽²⁾**

Lynx boréal (Lynx lynx)

D

Espèces présentes : Plantes**PR⁽²⁾**

Panicaud des Alpes (Eryngium alpinum)

B

Sabot de Vénus (Cypripedium calceolus)

C

Trèfle des rochers (Trifolium saxatile)

A

Le Massif de La Vanoise est un site d'intérêt communautaire (SIC) du futur réseau Natura 2000. Le site a été désigné comme « site d'intérêt communautaire » par l'Union Européenne le 22 décembre 2003. En ce qui concerne la commune de Termignon, le périmètre du SIC coïncide exactement avec celui de la zone centrale du Parc national de la Vanoise.

C. Z.N.I.E.F.F. de type 2 répertoriées sur le territoire communal

1. HAUTE VALLEE DE LA MAURIENNE

Zone n° :7350 - Type :2

Départements : Savoie / District : Maurienne

Communes : AUSSOIS, AVRIEUX, BESSANS, BONNEVAL-SUR-ARC, BRAMANS, FOURNEAUX, FRENEY, LANSLEBOURG-MONT-CENIS, LANSLEVILLARD, MODANE, SAINT-ANDRE, SOLLIERES-SARDIERES, TERMIGNON, VILLARODIN, BOURGET

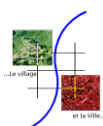
Typologie : montagne

Surface (en ha) :59 301

Altitude supérieure :3 750

Altitude inférieure :1 600

Intérêt botanique, faunistique, biogéographique Zone périphérique du Parc de la Vanoise. Plusieurs projets de sites classés Vallée présentant des caractéristiques climatiques continentales bien marquées. Climat marquant la transition avec celui du Briançonnais, c'est à dire des Alpes du Sud. C'est en Maurienne que l'on note la proportion la plus importante d'espèces d'origine sarmatique, telles que Artemisia, Astragalus et Stipa. Grande richesse et diversité des groupements végétaux en liaison avec la complexité des substrats : gypses et cargneules, calcaires de la Vanoise, houiller métamorphique et même quartzites. Associations végétales de moraines et de marais d'altitude exceptionnelles. Richesse de la faune de montagne : derniers sites connus en Savoie du pic tridactyle. Très grande richesse entomologique.



2. PARC NATIONAL DE LA VANOISE

Zone n° : 7360 type : 2

District : Tarentaise Départements : Savoie

Communes : AUSSOIS, BESSANS, BONNEVAL-SUR-ARC, CHAMPAGNY-EN-VANOISE, LANSLEBOURG-MONT-CENIS, LANSLEVILLARD, LES ALUES, MODANE, PEISEY-NANCROIX, PLANAY, PRALOGNAN-LA-VANOISE, SAINT-ANDRE, SAINT-BON-TARENTEISE, SAINTE-FOY-TARENTEISE, SOLLIERES-SARDIERES, TERMIGNON, TIGNES, VAL-D'ISERE, VILLARODIN-BOURGET, VILLAROGIER

Typologie : montagne Surface (en ha) : 52 572

Altitude supérieure : 3 684

Altitude inférieure : 2 000

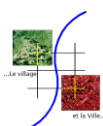
Intérêt ornithologique, géologique, botanique, entomologique, mammifères.

Extrême variété géologique : schistes lustrés, * calcaires, quartzites, gypse. Position de carrefour biogéographique à la limite d'influences arctiques, alpines, continentales, voie méditerranéennes. Flore remarquablement riche : plus de 1000 espèces. Faune diversifiée : 125 espèces d'oiseaux bouquetin, chamois. Entomofaune très riche.

Bibliographie FRAPNA 1979: Sélection Régionale des sites à protéger en Savoie. DRAE Rhône-Alpes. TRAVAUX SCIENTIFIQUES DU PARC DE LA VANOISE

La quasi-totalité de ces deux Z.N.I.E.F.F. de type 2 recouvre des territoires où l'activité humaine est peu, voire très peu présente, en dehors de l'agriculture : (alpages, pâturages), dont le maintien est d'ailleurs nécessaire à un certain nombre d'espèces végétales ou animales protégées. Cependant, toute la partie urbanisée de la commune est également incluse dans ces Z.N.I.E.F.F. de type 2. Pour ces secteurs il est bien entendu nécessaire de relativiser la portée de ces Zones protection et se référer aux secteurs plus circonscrits délimités par les Z.N.I.E.F.F. de type 1 et des inventaires spécifiques, qui ont mis en évidence :

- au-dessus du village, entre le quartier « des Favières » et de part et d'autre de la R.N. 6, un milieu steppique de grand intérêt et/ou des prairies sèches à sauge d'Ethiopie.



- de part et d'autre de la R.N. 6, dans le vallon de l'Arc une espèce du « Livre rouge de la flore menacée de France » est présente.
- dans la forêt de Termignon, en rive gauche de l'Arc, au-dessus du village, le milieu forestier abrite des espèces protégées de grand intérêt,
- En accompagnement de l'Arc, une ripisylve ainsi que des petites zones humides en bordure du torrent, qui constituent deux types d'habitats très spécifiques qui servent de refuges et de zones d'alimentation pour de nombreuses espèces, importantes pour la diversité écologique.

D. Z.N.I.E.F.F. de type 1 répertoriées sur le territoire communal

1. RIVE DROITE DE L'ARC ENTRE TERMIGNON ET LANSLEBOURG

Communes : LANSLEBOURG-MONT-CENIS, TERMIGNON

Zone n° : 7300-1900 Type : 1

District : Maurienne / Départements : Savoie

Altitude inférieure : 1 300

Altitude supérieure : 2 200

Typologie : pelouses

Surface (en ha) : 507

Intérêt Pelouses thermophiles + pineraies sur gypse. Plantes steppiques + endémiques locales. Le périmètre de cette Z.N.I.E.F.F. n'entre pas en conflit avec des projets de développement urbain sur le territoire de Termignon.

2. RESERVE NATURELLE DE TIGNES-CHAMPAGNY

Communes : CHAMPAGNY-EN-VANOISE, PEISEY-NANCROIX, TERMIGNON, TIGNES, VILLAROGIER

Zone n° : 7308-0007 Type : 1

Départements : Savoie / District : Tarentaise

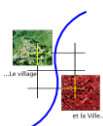
Altitude supérieure : 3 100

Altitude inférieure : 2 260

Surface (en ha) : 1 209

Typologie : pelouses

Intérêt faunistique, botanique, paysager. Réserve naturelle. Intérêt de la flore subalpine et refuge de la faune ongulée. Le périmètre de cette Z.N.I.E.F.F. n'entre pas en conflit avec des projets de développement urbain sur le territoire de Termignon.



3. VALLON DU DORON

Communes : TERMIGNON

Zone n° : 7350-0018 Type : 1

District :Maurienne

Surface (en ha) :777

Départements : Savoie

Altitude supérieure :2 100

Altitude inférieure :1 300

Typologie :vallée

Intérêt : ornithologique, botanique, mammifères Intérêt ornithologique : Rapaces. Zone : d'hivernage et mise-bas pour le bouquetin. Présence de chamois. Flore intéressante : stations de *Gentiana utriculosa*, espèce des montagnes de l'Europe centrale et méridionale, peu répandue en Maurienne.

Au-delà de la ripisylve du Doron, cette Z.N.I.E.F.F. débute au niveau des équipements sportifs de la commune pour englober la plaine du Doron et ses contreforts montagneux. Dans ce secteur, l'activité agricole se concentre dans la plaine et sur les pentes douces. Ailleurs, la forêt domine. Les enjeux de protection liés à cette Z.N.I.E.F.F. ne sont pas menacés par l'urbanisation. On doit toutefois noter que le hameau de Chavière se situe dans cette Z.N.I.E.F.F. Le projet de réhabilitation du hameau et l'activité touristique associée pourraient accentuer localement la présence humaine.

4. ENSEMBLE FORESTIER DE SOLLIERES, TERMIGNON, ARC

Communes : LANSLEBOURG-MONT-CENIS, SOLLIERES-SARDIERES, TERMIGNON

Zone n° : 7350-0020 Type : 1

District : Maurienne

Surface (en ha) : 1 474

Départements : Savoie

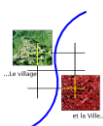
Altitude supérieure : 2 100

Altitude inférieure : 1 300

Typologie : forêt, bois

Intérêt botanique, biogéographique. Très intéressant Massif forestier exceptionnel par la diversité des essences qui le composent : pinède à crochets, sapinière, pessière, cembraie-rhodoraie, aulnaie verte et par son étendue. Grande richesse de l'avifaune : autour, gelinotte, pic noir, chouettes de tengmalm et chevêchette, potentialités pour le pic tridactyle. Richesse de la flore, quelques espèces rares telles que *Pyrola uniflora*, *Aconitum paniculatum*. Intérêt des formations à *Calamagrostis villosa*.

Cette Z.N.I.E.F.F. est assez éloignée du village et n'entre pas dans la catégorie des terrains susceptibles d'être urbanisés. Son emprise comprend toutefois une partie du domaine skiable de Termignon.



5. RIPISYLVE DE L'ARC ENTRE TERMIGNON ET BRAMANS

Communes :BRAMANS, SOLLIERES-SARDIERES, TERMIGNON

Zone n° :7350-0024 Type :1

District :Maurienne

Surface (en ha) : 173

Départements :Savoie

Altitude supérieure : 1 300

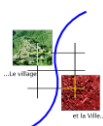
Altitude inférieure : 1 250

Typologie :vallée

Cette Z.N.I.E.F.F. est formé par une bande de terrain de part et d'autre du Doron. Termignon en constitue la partie Nord, qui vient tangenter la limite Sud du village. Une partie de cette Z.N.I.E.F.F. a été entamée par la Z.A.C. de la Boucle de l'Arc et l'amorce du domaine skiable, avec le départ des télésièges.

Elle présente un intérêt ornithologique, reptiles/amphibiens. S'y développe une Aulnaie blanche présentant une bonne diversité avienne : 22 espèces d'oiseaux, dont une abondante densité de rousserolle verderolle. Intérêt pour les reptiles et amphibiens : station de crapaud calamite, rare en zone périphérique du parc.

Le P.L.U. n'a pas de projet d'urbanisation dans le secteur de la ripisylve de l'Arc. Une zone d'urbanisation future a toutefois été définie au Prêt, en rives Ouest la R.N. 6, à l'entrée Sud du village. Cette zone ne pourra toutefois faire l'objet d'une urbanisation que dans le cadre d'une modification ou d'une révision du P.L.U., accompagnée d'une étude spécifique relative aux entrées de village, conformément à l'article L 111-1-4 du code de l'urbanisme. A cette occasion, au regard du classement en Z.N.I.E.F.F. de type 1 et de la constatation de visu de parties comportant de petits ruisseaux et des mares, une étude environnementale devra être menée avant toute éventuelle urbanisation.



E. Z.I.C.O. PARC NATIONAL DE LA VANOISE

Zone n° RA11

Position géographique : 45°11'-45°37'N, 06°34'-07°10'E

Surface (hectares) : 67 600 Région(s) : RHONE-ALPES

Altitude inférieure : 1 000

Altitude supérieure : 3 855

Protections présentes :

PN 52 800 ha,

RN 2 303 + 1 113 ha = 3 416 ha,

ZPS 52 800 ha dont 50 % environ dans la ZICO

Détail des sigles utilisés :

RP, RNV Réserve Privée ou Réserve Naturelle Volontaire
Parc National

PN Réserve Biologique Domaniale

RBD Réserve de Chasse et de Faune

RC Sauvage, établie par décret ministériel

Arrêté de Protection de Biotope

APB Zone de Protection Spéciale

RN Réserve Naturelle

ZPS Réserve de la Biosphère

RBi Site Classé

SC Site Inscrit

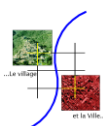
SI Site géré pour conserver le milieu

SGC naturel (acquisitions foncières)

CI Chasse Interdit

Description du milieu : Moyenne et haute montagne avec forêts de résineux (sapins, Epicéa, Mélèze), prairies sèches, pelouses alpines, éboulis montagnards et falaises, glaciers et neiges permanentes.

Intérêt ornithologique : Citons parmi les nicheurs le Circaète Jean-le-Blanc (<10 c.), l'Aigle royal (17 c.), le Faucon pèlerin (3-10 c.), la Gelinotte des bois (>100 c.), le Lagopède alpin (>500 c.), le Tétraz lyre (>120 c.), la Perdrix bartavelle (>500 c.), le Grand-duc d'Europe (5-10 c.), la Chevêchette d'Europe, la Chouette de Tengmalm (diz.), le Plc tridactyle (<10 c.), le Merle de roche (>500 c.), le Tichodrome (qqc cent.), le Crave à bec rouge (cent), le Pipit spioncelle et la Niverolle. Présence régulière de 3 Gypaètes barbus non nicheurs.

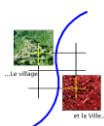


VIII. PAYSAGES

Les plans et photographies ci-après présentent la typologie du bâti dans la commune et les caractéristiques principales des paysages agricoles et naturels autour du village et dans les alpages. L'objectif de cet inventaire est :

- pour les espaces bâtis, de révéler les caractéristiques architecturales à préserver,
- pour les espaces voués à être bâtis, de définir les conditions d'insertion des constructions nouvelles en cohérence avec le bâti existant et la morphologie des lieux.

Les plans et perspectives sont tirés de l'étude d'Aude Bonnefond et Catherine Salomon.



L'ENVIRONNEMENT URBAIN ET SES PAYSAGES

A. Les espaces bâtis et l'organisation urbaine

Bien que son emprise totale soit faible et confinée entre l'Arc et le Doron (moins de 20 ha), l'espace urbanisé du village est composite. L'étude d'Aude Bonnefond et Catherine Salomon l'a d'ailleurs mis en évidence en distinguant 5 typologies dans l'espace bâti (peut-être même 6, si on considère le site dit « des Villas » comme une typologie à part entière).

L'approche du fonctionnement du tissu urbain se complexifie avec la répartition des activités et fonctions dans le village (habitat, commerces, agriculture...), qui ne recoupe pas toujours les typologies de l'espace bâti. Autrefois, la relation entre typologies (moins nombreuses) et activités était claire avec, par exemple, uniquement des hôtels avec écuries en rez-de-chaussée de part et d'autre de la R.N 6. Ce lien est aujourd'hui distendu, avec la reconstruction des années cinquante et les nouvelles occupations du sol liées notamment à l'habitat résidentiel et secondaire.

Pour cet espace composite, il s'agit en premier lieu de se poser la question de son fonctionnement actuel, de son évolution potentielle, de son articulation avec l'espace public :

- ce, ou plutôt ces fonctionnements sont-ils satisfaisants, au regard des principes de base de l'organisation urbaine ?
- des disfonctionnements existent-ils ou risquent-ils d'apparaître au regard de l'évolution socio-économique et urbaine souhaitée par la commune ?

B. L'espace public

L'espace public dans la commune se compose pour l'essentiel de voies et rues. La notion de place est quasiment absente. La place de la Vanoise est aujourd'hui plus une voie très large qu'une place publique telle qu'on la conçoit (lieu central, de rencontre, de passages...)

1. LE SCHEUIL ET LE CORCHIOR

L'espace public du Scheuil et du Corchior est « organique » : à l'exception de la conception rayonnante des rues vers l'Arc, utilisées comme exutoire des eaux pluviales, l'espace public n'a pas été « pensé » d'une manière urbanistique et son organisation résulte des vides laissés par les « pleins ». Il s'est construit sur une notion d'économie de l'espace, en intégrant les contraintes topographiques. Espaces publics et privés s'entremêlent et les discerner n'est pas facile. L'absence de hiérarchie entre les voies entretient cette confusion, qui octroie par ailleurs au quartier une confidentialité, une intimité qui participe grandement à son charme.

Dans le Scheuil, les interventions liées à la définition d'espaces publics ne peuvent se concevoir que par petites touches, pour des adaptations techniques. Dans le cas contraire, on altérerait ce qui fait une bonne partie de sa valeur ajoutée : ses ruelles mises en perspective par des murets ou des maisons à l'alignement.

Ici, la problématique des espaces publics se trouve avant tout dans la question de la couture entre les quartiers et dans l'adaptation technique tout en conservant le cachet de l'ensemble. Il n'est pas opportun d'intervenir de façon lourde sur l'espace bâti pour requalifier l'espace public. Il s'agit plutôt, en conservant sa dimension patrimoniale, d'affirmer sa vocation d'habitat, par des concessions à la manière moderne d'habiter : éclairage, stationnement, permettre à la voiture d'accéder un peu plus facilement. Il pourra ainsi se créer des opportunités pour y développer l'habitat. C'est dans cette optique que l'intervention sur l'espace public du Scheuil ou du Corchior doit se concevoir.

2. LA RECONSTRUCTION

A l'inverse du Scheuil, l'espace public de la reconstruction a été planifié mais le projet global n'a jamais été réalisé. Il en a résulté la « place » de la Vanoise, en fait une voie pensée comme le prolongement de la R.N. 6 (et donc dimensionnée en conséquence). Son emprise, très large et son aboutissement en impasse, découpent une « espace vide » qui n'est pas encore une place de village d'un point de vue urbanistique : il ne possède pas cette faculté de cohésion, de « couture » entre les différentes composantes du tissu urbain et ne se détache pas dans le paysage du village.

3. LA ZAC, LA FENNAZ

En dehors du village proprement dit, l'espaces public se distend et ne se conjugue plus avec l'espace bâti : il ne s'agit plus de deux dimensions qui associées, produisent « du village ». Espace bâti et espace public se désolidarisent et n'ont plus que des interactions fonctionnelles entre eux.

4. ENTRE LE SCHEUIL, LE CORCHIOR ET LA RECONSTRUCTION

Il manque un espace public capable d'associer la reconstruction et les quartiers anciens, d'être l'interface fédératrice, qui constitue à la fois un lieu de vie, de passage, de rassemblement.

C. L'espace bâti

Chaque composante de cet espace possède une valeur patrimoniale différente qu'il convient d'évaluer, pour ensuite se poser les questions suivantes :

- dans quelle mesure peut-on accepter une évolution de la typologie tout en conservant l'esprit des lieux lorsque celui-ci possède un intérêt identitaire et patrimonial ? (réduction de la densité en cas de reconstruction, recalibrage de portions de rues pour des besoins techniques, couleurs des façades...),
- Comment « raccrocher » à l'espace construit ancien, les espaces bâtis récents ou à venir ?

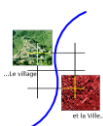
1. LES QUARTIERS ANCIENS

La question de la préservation de l'architecture locale se pose essentiellement en terme de réhabilitation : il n'y a presque plus de terrains libres, à l'exception du secteur des jardins dont une partie est déjà classée en zone constructible.

Caractéristiques urbaines et architecturales

Lorsque les bâtiments ne sont pas implantés à l'alignement, les clôtures en pierres prolongent cet alignement, de sorte que les perspectives de rues sont soulignées et très marquées. L'aspect extérieur des constructions se caractérise essentiellement par :

- un enduit, parfois à pierre vue, à la chaux et aux agrégats naturels et sans colorant, (ce qui donne une teinte beige claire),
- la quasi absence de boiseries extérieures, qui lorsqu'elles sont visibles sont de couleur foncée et mat,
- l'uniformité des pentes de toiture (à 2 pans),
- les proportions de baies, de faibles dimensions et l'absence de contrevent. Les volets sont de simples panneaux en bois qui s'accrochent et se décrochent depuis l'intérieur du logement,
- les toitures en lauzes. Ces dernières ont toutefois disparues en grande partie des toits du Scheuil, remplacées avec le temps par des matériaux meilleur marché et beaucoup plus simples de mise en œuvre, comme la tôle ou le bac acier. Paradoxalement le secteur où la lauze est la plus présente est la Z.A.C. de la boucle de l'Arc, c'est-à-dire le secteur bâti le plus récent.



Enjeux :

Préserver et mettre en valeur la composante identitaire du Scheuil et du Corchior sans le muséifier : protéger les éléments emblématiques de son architecture et de son organisation.

Les études déjà réalisés mettent en évidence les caractéristiques de l'architecture locale, qui, on doit le noter, ne sont pas celles de l'architecture de montagne telle qu'elle est véhiculée dans l'imaginaire collectif (c'est-à-dire des constructions en bois ou en pierres apparentes, par exemple).

2. LA RECONSTRUCTION

L'intérêt des bâtiments se trouve plus dans leurs prospects et leurs implantations que dans leurs aspects extérieurs. Sur les façades, on note simplement un traitement particulier des contrevents, qui sont en bois (panneaux plus persiennes) et bicolores, même si quelques constructions présentent des contrevent à lame vernies.

3. LA FAVIERE

De ce secteur fait de maisons récentes construites au coup par coup, sans cohérence architecturale d'ensemble, il se dégage un certain éclectisme : que ce soit dans les prospects, les teintes de façades, les matériaux de couverture...

Ce secteur offre techniquement encore quelques capacités à construire, les dernières en stricte continuité du village, si on excepte le secteur des jardins.

La question des règles d'aspect pour les constructions nouvelles se pose ici plus en terme de perceptions éloignées, dont la traduction renvoie plutôt à des principes de base, destinés à gérer les excès potentiels : hauteurs, pentes de toit, couleurs de façades (éviter les tons trop clairs), par exemple.

4. LA ZAC DE LE BOUCLE DE L'ARC

Elle s'est construite ex-nihilo, implantée sur des terrains qui historiquement avaient une vocation agricole. De ce fait, elle rompt avec la logique d'implantation initiale du village : elle s'inscrit plutôt dans la logique du quartier des « villas », avec un mode d'habitat à vocation résidentielle, sans toutefois avoir eu à composer avec la topographie et le manque de place récurrent sur le site du village ancien : le schéma d'implantation des constructions a été établi sur des référents différents de celui du village. L'opération tente toutefois de s'y raccrocher par un certain mimétisme : toits en lauzes, ou rapport à la rue (une fois que la Z.A.C. sera achevée).

5. LA FENNAZ

Il s'agit d'un groupe de logements collectifs, dont le modèle d'implantation est radicalement différents de celui du Scheuil, du Corchior ou de la reconstruction : la notion de rue disparaît au profit des modèles d'implantation « modernes » : la voie publique tangente les zones bâties et a une stricte fonction de desserte. Elle n'a plus la fonction d'espace public au sens entier du terme.

IX. LES RISQUES NATURELS

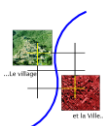
Un P.I.Z. a évalué les risques naturels prévisibles dans les parties urbanisées et à urbaniser de la commune a été réalisé conjointement au projet de P.L.U. Ce document est présenté ci-après. Sur la base du P.I.Z., le P.L.U. a défini un certain nombre de prescriptions liées à l'intégration des risques naturels dans les occupations du sol.

CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE P.A.D.D. ET LA DELIMITATION DES ZONES

(Notamment au regard des articles L 110 et L 121-1 du code de l'urbanisme)

Les Choix résumés ci-après sont développés dans les pages suivantes.

- a) **Composer un projet en terme de logements et définir une capacité à construire en rapport avec les besoins** : face à un espace de village confiné, à l'instar de la Z.A.C. de la Boucle de l'Arc et au regard de la carence en logements ou en terrains urbanisables, dégager un espace constructible à même de satisfaire une part importante besoins en terme d'habitat. La zone de Saint André, en continuité de la Z.A.C. de la Boucle de l'Arc a été choisie comme site principal du développement urbain à venir,
- b) **poursuivre l'essor touristique**, en développant l'offre en hébergement et en s'engageant dans la liaison du domaine skiable de la commune avec celui de Val Cenis,
- c) **Requalifier l'espace public central du village** pour trouver une organisation urbaine, en terme de circulation et de configuration de l'espace public, qui renforce la centralité de la place de la Vanoise et atténue les coupures entre les différents quartiers qui composent le village,
- d) **Valoriser le bâti ancien du village et en alpage**, dans un souci d'affirmation de l'identité locale, (règles de construction et de réhabilitation dans le village qui permettront, pour les années futures, de préserver et de retrouver les éléments architecturaux traditionnels qui font sa valeur (toits en lauze, enduits locaux...),
- e) **Protéger les paysages** urbains et naturels,
- f) Préserver l'activité agricole, en accompagnant le développement de l'espace bâti et résidentiel sur certains espaces agricoles (à Saint André) ;



- par des mesures de sauvegarde et des mesures compensatoires pour l'activité agricole,
 - en améliorant les conditions de travail des agriculteurs, notamment en proposant des solutions réglementaires aux problèmes liés à la mise aux normes sanitaires de certains bâtiments agricoles en zone d'alpage et en proposant la création d'une zone d'activités qui artisanale qui pourra accueillir des étables,
- g) Préserver l'environnement, au travers de l'intégration du Schéma Général d'Assainissement, d'assurer des conditions d'assainissement nouvelles, respectueuses des milieux naturels.

A. Composer un projet en terme de logements et définir une capacité à construire en rapport avec les besoins

Le développement de la construction connaît actuellement peu de fluctuations, car les terrains constructibles sont rares. L'urbanisation d'après guerre a été directement liée à des actions volontaristes. La ZAC de la Boucle de l'Arc en est le témoignage le plus récent.

A Termignon le contexte socio-économique qui fait que la pression foncière liée à l'habitat purement résidentiel est encore limitée, mais une demande, liée à l'activité dans la vallée existe. Par ailleurs, dans le village, l'offre privée reste très restreinte. Seule la commune peut véritablement orienter et donner de l'élan au développement de l'espace bâti, par des opérations de type Z.A.C., où elle peut dimensionner de manière cohérente l'offre en logements. Le développement de la commune à court et moyen terme passe nécessairement par l'intervention directe de la commune sur l'offre en logement permanents et en hébergements touristiques, la zone de Saint André, d'une surface de 3 hectares, dans la continuité de la Z.A.C. de la Boucle de l'Arc et proche du village cristallise ce choix.

La délimitation de la zone de Saint André, outre le choix de la commune de définir suffisamment d'espaces constructibles pour satisfaire les besoins en logements et en hébergement touristique résulte :

- de l'intérêt évident qu'il y a à implanter un secteur à vocation d'habitat et de tourisme à la fois près du village (accès aux commerces) et près des remontées mécaniques,
- du souhait de développer l'urbanisation en continuité du bâti existant, pour des raisons fonctionnelles, d'intégration paysagère et de mixité,
- de l'absence de secteur spécifique d'identification d'un intérêt environnemental particulier, à l'exception des Z.N.I.E.F.F. de type 2 et de Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux, qui couvrent par ailleurs l'ensemble du village et traduisent plus une notion d'équilibre général à préserver sur l'ensemble de leur périmètre respectif (équilibre que ne saurait rompre l'urbanisation d'environ 3 ha en continuité du village).

B. Poursuivre l'essor touristique

1. LE DEVELOPPEMENT DE L'OFFRE EN HEBERGEMENT

La commune a décidé de poursuivre une évolution basée sur le développement touristique tel qu'il s'est affirmé ces 30 dernières années. Les perspectives à moyen terme, notamment la liaison du domaine skiable avec Val Cenis (prévue pour 2006), nécessitent d'augmenter la capacité d'accueil. Même s'il existe des possibilités de réhabilitation de logements existants dans le village, elles se sont avérées difficilement mobilisables en quantité suffisante à court et moyen terme.

Outre l'aspect quantitatif, la commune souhaite également diversifier l'offre en hébergement, renforcer les équipements touristiques actuels (domaine skiable, sentiers de randonnée) et développer l'habitat permanent, sans rompre avec le positionnement de la commune en terme d'image : Termignon offre un cadre de vie rural, qui s'appuie sur l'authenticité, le site incomparable du parc, la faune et la flore, une offre plurielle qui se démarque du « tout ski ».

Il s'agit donc de s'engager sur des projets nouveaux : la seule alternative possible à court terme pour développer l'espace bâti, qu'il s'agisse de résidences principales ou de constructions à vocation touristique, est de sortir du site historique d'implantation du village. C'est le choix qu'a fait la commune avec la zone de Saint André, en tenant compte des contraintes paysagères, agricoles et en s'assurant que fonctionnellement, on puisse rester dans une cohérence globale. Outre l'aspect quantitatif, la commune a réfléchi à la diversité de l'offre en hébergement touristique, notamment dans la recherche d'une cohérence avec l'identité touristique de la commune, qui s'appuie sur une image de village préservé et de qualité de vie autour du ski proprement dit. Dans cette optique, la commune souhaite mettre en œuvre un projet de nouvelle zone qui accueillerait un type d'hébergement sur le modèle de l'habitat pavillonnaire (des maisons individuelles proposant de 1 à 3 logement par unité), qui cohabiterait avec des logements du même type, réservé à de l'habitat permanent. La capacité d'accueil créée serait d'environ 32 logement destinés à l'hébergement touristique.

2. LA LIAISON DU DOMAINE SKIABLE TERMIGNON – VAL CENIS

Extraits de l'étude préliminaire de liaison entre les stations du Mont Cenis et l'Italie

Le projet

Le projet de liaison du domaine skiable entre Val Cenis et Termignon résulte d'une longue réflexion menée depuis les années quatre vingt dix, il s'inscrit dans une volonté intercommunale de valoriser le Mont Cenis, définie en 1991 : « le Mont Cenis, voie de passage symbolique au coeur de l'histoire doit garder son caractère mystérieux et sauvage l'hiver. Réaliser une zone frontalière entre le Val de Susa, Val Cenis et Termignon, un aménagement pour l'aventure « grandiose » dans une nature extrême, à proximité d'un aéroport international est un grand projet qui doit être approfondi ».

Les objectifs et les résultats attendus étaient :

- étudier l'opportunité et la faisabilité d'un produit d'appel très distinctif et très attractif en faveur d'une nouvelle clientèle,
- développer le côté « aventure sauvage et mystérieuse » du Mont Cenis sans remontée mécanique »,
- utiliser l'attraction naturelle et historique des italiens pour le plateau Mont Cenis,
- créer et sécuriser des accès au plateau côté Suse, Val Cenis et Termignon,
- créer la possibilité de maintien du patrimoine existant et intégrer l'opération « Col Vert »,
- rentabiliser l'activité agricole du Mont Cenis,
- créer des activités touristiques originales.

La liaison du domaine skiable s'inscrit dans ces objectifs

Les justifications du projet de liaison du domaine skiable :

Apporter une dimension internationale au secteur du Mont Cenis :

- dimension internationale au goût du jour à l'aube d'une vie européenne,
- dimension internationale préexistante par la géographie locale (le Mont-Cenis est à la fois français et italien).

Réorganiser l'offre du ski pour un meilleur produit global :

- offrir des complémentarités de produit ski et d'hébergement,
- élargir une offre de ski avec un nouveau domaine très bien exposé sur 540 ha,
- offrir des liaisons inter-stations (entre Termignon et Val Cenis),

Redynamiser le tissu économique local des petites communes environnantes :

- par un apport de population active consécutive à la création du nouveau domaine,
- par une nouvelle dynamique des villages devant s'équiper pour accueillir et satisfaire les demandes de leur nouvelle population (routes, école, commerces, services),
- par l'apport de nouveaux touristes (principalement italiens) en séjour ou en journée.

Capter une nouvelle clientèle :

- en particulier italienne, par l'amélioration des conditions d'accès, d'accueil, d'hébergement et de produit ski, permettant alors de se positionner comme secteur de concurrence préférentielle avec les stations des alpes situées plus à l'Ouest (Serre Chevalier, Briançon, Mengonève).
- nationale par le nouveau produit ski proposé bien plus attractif et pouvant se positionner avec plus d'atouts vis-à-vis de la concurrence des stations des massifs voisins.

Le contexte

Lanslebourg-Mont Cenis et Lanslevillard sont 2 villages situés au pied d'un domaine skiable de 600 ha : la station de Val-Cenis (80 Km de pistes, 22 remontées mécaniques, 38 pistes et 50 canons à neige). Les deux villages se situent dans la vallée de l'Arc à 1 400 mètres d'altitude environ, Le territoire de ces deux communes s'étend de 1 350 mètres à 3 580 mètres d'altitude,

La station de Termignon offre un petit domaine skiable étagé entre 1200 et 2500 m, soit 35 Km de pistes autour de 7 remontées mécaniques.

Le parc d'hébergement touristique de Savoie

Massif	Lits touristiques en 2000
Tarentaise	297 500 lits
Maurienne	76 000 lits
Beaufortin / Val d'Arly	41 000 lits
Bauges	7500 lits
Autres	1500 lits
Total Savoie	423 500 lits touristiques

La fréquentation en 2000

Sur la saison touristique hivernale de 2000, la Haute Maurienne a connu une très sensible augmentation de la fréquentation, soit 4,1 %. En comparaison, cette hausse de 4,1 % est légèrement en retrait des résultats de l'ensemble du département de la Savoie (+5,8 %). Sur les trois dernières saisons touristiques hivernales, la Haute Maurienne poursuit une hausse de fréquentation : pour la même période, le Val d'Aoste en Italie, a enregistré une baisse de fréquentation de l'ordre de 1,2 %.

La fréquentation hivernale, de la Savoie est française à 63%. La part de la clientèle étrangère hivernale représente donc 37% dans le département. Cependant la majorité de cette fréquentation se dirige vers les stations médiatiques de la Tarentaise (90%), la part de fréquentation étrangère de la Maurienne retombant à 2,2% de la fréquentation globale.

La clientèle de la Maurienne

La fréquentation hivernale de la Maurienne est française à 97,8%. La fréquentation estivale de la Maurienne est française à 83,6%, avec une fréquentation étrangère de l'ordre de 16,4% (bien plus importante qu'en hiver).

Le budget moyen par personne que les touristes disent ne pas vouloir dépasser est de 50 € par jour. Ils sont effectivement plus de 60 % à ne pas dépasser ce budget.

La clientèle de Val Cenis est déjà venue près de 7 fois en moyenne Il s'agit donc d'une clientèle globalement fidélisée, même si les nouveaux touristes représentent 45 % de du total (ce qui indique une bonne proportion de renouvellement). Les touristes de plus de 50 ans sont les plus fidèles.

La contemplation du paysage est la deuxième motivation des touristes, (après le ski), suivie par la marche à pieds, bien plus pratiquée que le ski de fond. Plusieurs types de clientèle se côtoient : sportive, culturelle, contemplative. Plus des deux tiers des touristes sont accompagnés d'enfants. La clientèle est plutôt familiale.

Le domaine skiable à terme

Les deux pôles touristiques totalisent à eux seuls près de 15 000 lits, 115 km de pistes, 29 remontées mécaniques.

Sans compter d'éventuelles extensions des domaines skiables de chaque station, un fois reliées, les stations se positionneraient comme domaine concurrentiel vis-à-vis des domaines français de proximité comme :

- Valloire-Valmenier (16000 lits pour 150 Km de pistes et 34 remontées mécaniques)
- Le Corbier – La Toussuire Bottières – St Jean d'Arves – St Sorlin d'Arves (21000 lits pour 180 Km de pistes).

D'abord et avant tout, l'ouverture de ce secteur à l'Italie permettrait de capter une nouvelle clientèle qui s'avère aujourd'hui quasi absente des stations françaises en raison de multiples difficultés qu'elle rencontre pour y parvenir (traversée du tunnel du Fréjus).

Les accès

L'accès au secteur du Mont Cenis, coté français, se fait par la vallée de la Haute Maurienne et le Col du Mont Cenis, qui permet de basculer sur le bassin versant de la Cenise (RN6, qui se transforme en N25 côté Italie). Toutefois, quand le col du Mont Cenis est fermé, cette route nationale est alors intégrée au domaine skiable de Val Cenis où elle devient la piste verte de l'Escargot (la plus longue piste d'Europe).

Le Col du Mont Cenis, emprunté par la RN6, relie Paris à Turin, lien historique entre la Haute Maurienne et le Piémont, il demeure un point de passage touristique important. La forte fréquentation du plateau par la clientèle italienne prouve l'intérêt et l'attrait évident de ce secteur pour cette dernière. L'évolution naturelle et souhaitée est d'exploiter ce lieu de passage pour rapprocher en hiver les skieurs Italiens du secteur du Mont Cenis (Turin est à 80 Km du Col sans la barrière du tunnel du Fréjus).

La station de Val Cenis

Elle se trouve sur les territoires de Lanslebourg-Mont-Cenis et de Lanslevillard, à proximité de la frontière italienne. Elle est installée sur le versant situé en rive gauche de l'Arc, entre 1400 et 2800 mètres d'altitude. Le domaine skiable se situe dans la forêt de Lanslebourg et surtout de Lanslevillard entre 1500 et 2 000 mètres. La station de Val Cenis propose 80 Km de pistes et 22 remontées mécaniques. Elle s'étend sur un seul versant. La partie basse, située entre 1400 et 1600 mètres environ, c'est à dire en aval de la zone forestière, est peu pentue (pistes verte et bleue), avec des pentes de l'ordre de 5 à 20 %. La partie médiane située en forêt entre 1600 et 2 100 mètres environ est la plus pentue (pistes rouge), avec des pentes de plus de 40 % et jusqu'à 80%. La partie haute située au-dessus de la forêt, de 2 100 m, au haut du domaine c'est à dire 2800 mètres. Elle offre des pentes variées (dominante rouge, mais aussi bleue et noire), avec des pentes de 30 à 40 %. Le versant est exposé au Nord, Nord-Ouest, Il est constitué d'un seul panneau et se trouve drainé par 7 principaux ruisseaux.

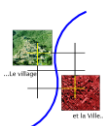
Val Cenis compte 39 pistes dont : 9 vertes, 10 bleues, 17 rouges, 7 noires. Ces 39 pistes sont articulées autour de 22 remontées mécaniques 11 téléskis 10 télésièges 1 télécabine répartis sur 4 grands secteurs.

Le secteur Lanslebourg est un secteur facile. Il est composé des pistes attenantes aux appareils suivants : TS du Pont des chèvres, TS de la Madeleine.

Le secteur du Mont-Cenis propose un ski facile d'altitude, avec : TS des Arcellins, TK du Mont-Cenis, TK de la Buffa.

Le secteur Clot/Saint-Genix propose un ski très facile, c'est un secteur débutant, Il est composé des appareils situés au départ de la station : TK de l'Arcelle, TS Pré du bois, TS Saint-Cenix, TK Pont noir, TK Clot. Le secteur Berche est plus difficile, composé des pistes dépendantes : TS des perdrix blanches, TS de la Met, TK du Solert, TK de la Tomba.

Ces secteurs principaux sont reliés par des appareils et des piste de liaison : TK de la Ramasse, TK Pré Novel, TS des Arcellins, TS de la Berche, TC du vieux moulin.



La station de Termignon

Le domaine skiable de Termignon est exposé Nord-Ouest sur un seul panneau skiable, il s'insère dans la forêt de Termignon entre 1200 et 2500 mètres. Ce domaine Propose 35 Km de pistes, dont : 4 pistes vertes, 6 pistes bleues, 5 pistes rouges, lesquelles desservent 2 télésièges, 4 téléskis et un téklébaby. Un itinéraire à ski en milieu boisé permet de relier le village de Lanslebourg.

Les objectifs

Le principal objectif de ce projet repose sur la liaison des stations de ski du mont Cenis (Termignon et Val Cenis) avec l'Italie. Cette liaison implique l'extension du domaine skiable de Termignon et la sécurisation de la route nationale (RN6 reliant la vallée de la Haute Maurienne à l'Italie afin de la rendre accessible pendant la saison hivernale. A terme, le Projet aboutira à la création d'un site de ski de dimension internationale.

Les arguments qui soutiennent ce projet sont nombreux :

Tout d'abord, le col du Mont Cenis est un lieu de passage naturel et ancestral. Il a toujours été utilisé pour passer d'une vallée à l'autre. La route du col était empruntée toute l'année entre 1810 et 1947 et pendant les 8 années de construction du barrage du Mont Cenis. Aujourd'hui, cette voie d'accès est fermée durant l'hiver mais sa sécurisation est techniquement et financièrement réalisable. Pendant l'été, de très nombreux touristes italiens viennent en Maurienne par la route du col. Cet accès par le col réduit considérablement les distances pour relier les villes de Suse et Turin. Lanslebourg ne se trouve qu'à 80 Km de Turin (soit 1h15) par le col au lieu de 130 Km par le trajet via le tunnel de Fréjus. En hiver, les populations, pourtant voisines, de la Haute-Maurienne et de la vallée de Cenise sont séparées par le maintien de la neige sur la R.N. 6. La réouverture de la route pendant l'hiver représenterait donc un moyen de communication important pour tous les habitants des régions voisines. En considérant un rayon compris entre 200 et 250 Km autour de Lanslebourg (environ 2 heures de trajet en voiture), cet accès permet une connexion plus facile entre la France et l'Italie pour environ 15 millions de personnes (population italienne de la Lombardie et du piémont Jusqu'à Milan et population française de Rhône-Alpes jusqu'à Lyon). Il est important que l'hiver ne soit plus un obstacle aux déplacements entre des

régions transfrontalières qui partagent non seulement une histoire et une culture très semblables, mais aussi une même réflexion touristique et les mêmes ambitions.

Pour les communes de Haute-Maurienne, cette liaison avec l'Italie pendant l'hiver induira un changement de dimension et d'image. Le secteur du Mont Cenis S'inscrira alors dans une perspective, internationale, Il ne sera plus le terminus de la vallée mais un lieu de passage transalpin. De plus, l'extension des domaines skiables fera de Termignon et de Val Cenis un massif de ski à très fort potentiel, équivalent aux grands domaines de Tarentaise (Tignes-Val d'Isère, les Menuires-Val Thorens...). A terme, les deux stations pourront proposer environ 150 à 200 Km de piste avec des degrés de difficultés variés satisfaisant ainsi tous les types de skieurs. La situation géographique du massif fera de lui un site de ski international accessible par deux voies : l'axe Lyon-Chambéry coté français et l'axe Milan-Turin côté italien.

Caractéristiques du projet pour Termignon

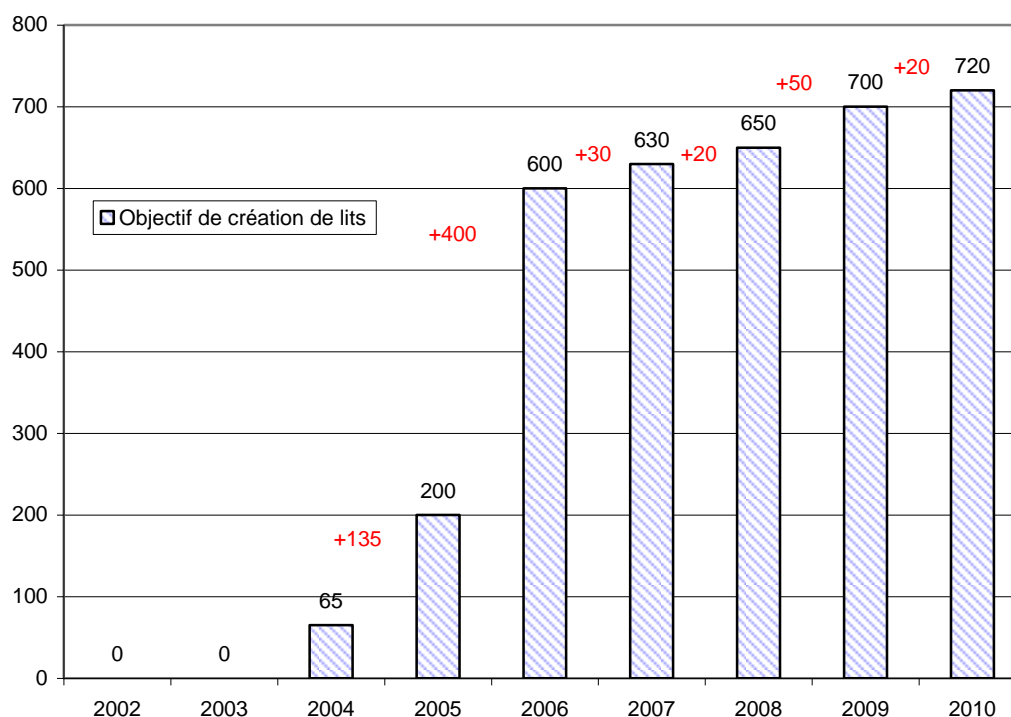
Au total, l'extension du domaine skiable de Termignon représenterait une surface de 540 hectares. Actuellement la commune dispose d'une capacité d'hébergement d'environ 1 500 lits, qui sera porté à 2200 lits environ, avec une partie importante de l'offre concentrée sur la location de meublés (environ 40 % de l'offre) et le caravaneige-camping (environ 40 % de l'offre). Le programme de la Z.A.C. de la Boucle de l'Arc n'est pas encore achevé. A terme, le projet produira 650 lits supplémentaires, sous la forme de studios ou appartements meublés.

L'intégration du P.L.U. dans le projet

La zone de Saint André traduit une politique d'aménagement qui s'appuie sur une image de village préservé et de qualité de vie autour du ski proprement dit. Dans cette optique, la commune a mis en œuvre un projet de nouvelle zone qui accueillerait un type d'hébergement sur le modèle de l'habitat pavillonnaire (des maisons individuelles proposant de 1 à 3 logement par unité), qui cohabiterait avec des logements du même type, réservé à de l'habitat permanent. La capacité d'accueil créée serait d'environ 32 logement destinés à l'hébergement touristique. La liaison des domaines de Termignon et de Val Cenis va dégager des espaces skiables nouveaux. Le domaine étudié recouvre toute la rive gauche de l'Arc entre Lanslebourg et Termignon jusqu'aux crêtes (Crêtes de la Turra, Cime du Laro,

Pas de la Beccia, Signal du Petit Mont Cenis, Col de Sollières, Montfroid). Il s'étend sur environ 1 600 hectares entre 1 500 et plus de 3 100 mètres d'altitude sur les communes de Lanslebourg, Sollières-Sardières et Termignon. Le projet vise à développer le tourisme hivernal, via l'extension du domaine skiable. Une approche prospective a été réalisée par le Syndicat Intercommunal Lanslebourg Lanslevillard. Pour Termignon, le projet implique la création de nouveaux lits, afin d'assurer le financement du projet et assurer l'adéquation entre offre d'hébergement et domaine skiable. Les objectifs en terme de création de lits sont développés dans le tableau ci-après :

Objectif de création de lits - Liaison du domaine skiable Termignon - Val Cenis



L'objectif global lié au projet de liaison du domaine skiable est donc la création de 655 lits à l'horizon 2010.

C. Requalifier l'espace public central du village pour affirmer son rôle fédérateur

La commune n'a pas véritablement de centre. L'espace qui aujourd'hui en fait office n'a pas été originellement conçu pour cela, mais plutôt comme un lieu de passage, sans véritable identité propre et sans composition d'ensemble bien lisible. Les espaces publics principaux sont des voies larges et passantes (la R.N. 6), qui ne forment pas une couture, mais entérinent au contraire la séparation entre les quartiers anciens du village et le secteur de la reconstruction.

La commune a souhaité tendre vers une composition plus lisible de l'espace urbanisé du village et octroyer à l'espace public central une fonction de « couture » entre les différentes composantes bâties. Les éléments de diagnostic ont mis en évidence la nécessaire recomposition du réseau de voirie et d'une partie des espaces publics par endroits, qui ne jouent pas ou peu leur rôle fonctionnel ou fédérateur :

- manque de centralité de la place de la Vanoise,
- coupure forte exercée par la R.N.6 entre le quartier de la reconstruction et le quartier du Scheuil,
- difficultés de stationnement et d'accès dans les quartiers anciens, qui constituent un frein à la reconquête d'une partie du bâti existant vacant.

Sur la base de ce constat, la commune s'est déjà engagée dans une restructuration d'une partie de l'espace public du village, qui s'est traduite par le projet d'aménagement de la traversée de village par la R.N. 6.

Il s'agit aussi d'assurer une greffe en terme de déplacement, de liaisons et donc d'espaces publics, du projet de construction de logements à Saint André.

D. Valoriser le bâti ancien du village et en alpage

Le Scheuil et le Corchior, quartiers anciens du village, possèdent un intérêt patrimonial évident et doivent être préservés pour cela, sans pour autant devenir des musées.

Dans la limite du respect de l'intégrité des îlots et de leurs composantes essentielles, la commune souhaite améliorer la qualité de vie dans le vieux village notamment par la création de possibilités de stationnement près des habitations ou d'autres petits aménagements nécessaires pour « faciliter la vie quotidienne ».

Le contexte réglementaire d'avant la loi S.R.U. posait un problème pragmatique : comment faire en sorte que les chalets d'alpages, d'une grande valeur patrimoniale, puissent être restaurés dans un cadre réglementaire qui empêchait le changement de destination et freinait ainsi l'initiative privée ?

Ce changement de destination a été rendu possible par de récentes modifications du code de l'urbanisme et a conforté la commune dans son choix de favoriser, avec comme critère de base l'intégration des contraintes environnementales et paysagères, la restauration ou la reconstruction des chalets d'alpage dans un objectif de protection et de mise en valeur du patrimoine.

Par ailleurs dans cette problématique de restauration des chalets d'alpage, le hameau de Chavière revêt un intérêt tout particulier par le caractère exceptionnel de cet ensemble bâti d'alpage. Pour Chavière la commune a choisit de s'investir en intervenant directement dans le cadre d'un projet de restauration, qui sera établi sur la base de l'étude C.A.U.E. existante.

E. Protéger les paysages

Dans le cadre du P.L.U. l'étude de la structure de l'espace bâti s'est traduite par des prescriptions spécifiques en terme d'aspects architecturaux et d'implantation des bâtiments. C'est la raison pour laquelle l'ancienne zone UA du P.O.S. a été scindée en trois zones distinctes : Uv, Ur et Ufv, qui correspondent à des typologies différentes et nécessitent une approche réglementaire différente pour les règles d'aspects et de gabarits.

1. LES PAYSAGES URBAINS

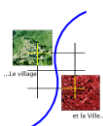
Le rapport de présentation a montré que le village, malgré un espace urbanisé qui s'est développé sur une faible superficie, présente une diversité de typologies qui correspondent aux étapes historiques du développement de la commune. Le P.L.U., par une réglementation adaptée en terme de prospects et d'aspects extérieurs assurer leur pérennité.

La préservation des paysages urbains s'inscrit dans la volonté de :

- conserver aux îlots bâtis anciens du village et aux chalets d'alpages leur cachet pour des raisons patrimoniales,
- pour assurer la pérennité du développement touristique, qui passe par la préservation des éléments qui font l'attrait de la commune. Le cachet du village est l'un de ces éléments.

2. LES PAYSAGES AGRICOLES ET NATURELS

La protection de ces paysages passe par l'application du principe d'inconstructibilité dans les secteurs naturels et agricoles en ménageant toutefois un certain nombre d'exceptions, notamment en ce qui concerne les installations techniques de service public, les constructions à usage agricole, l'aménagement et l'extension de certaines constructions existantes et la restauration et la reconstruction des chalets d'alpage.



F. Préserver l'activité agricole

Si la commune a fait le choix (nécessaire au demeurant), de développer son offre en logements et de favoriser l'essor du tourisme, elle souhaite aussi grever le moins possible l'activité agricole, toujours dans un souci d'équilibre.

Elle a donc mis en œuvre une étude spécifique afin de trouver, en concertation avec les agriculteurs, des solutions au maintien d'une agriculture forte parallèlement au développement du tourisme et de l'habitat permanent qui ne pourra se faire.

Des mesures compensatoires à la perte d'environ 3 ha de prés de fauche en fond de vallée, ont donc été étudiées pour que l'impact agricole de ce choix soit le plus faible possible, avec la création d'une zone d'activités artisanales et agricoles, la définition de règles plus souples pour l'extension des constructions agricoles et des mesures parallèles au P.L.U. proprement dit : soutien d'une Association Foncière Pastorale et à terme, projet d'irrigation pour améliorer la productivité en foin d'une partie des prés en fond de vallée.

La zone agricole et artisanale Le choix pour la délimitation de la zone agricole résulte des critères suivants :

- **Au regard de la nécessaire mise à l'écart de ce type de zone par rapport à l'habitat** (qui doit se trouver réglementairement à plus de 100 mètres d'une étable abritant plus de 40 Unités de Gros Bétails et réciproquement), mais aussi d'un éloignement faible par rapport aux sièges d'exploitations localisés dans le village, pour ne pas compliquer ou rendre plus difficile le travail des agriculteurs,
- **Au regard de l'activité touristique et résidentielle de la rive gauche du Doron** : l'implantation d'une zone d'activités agricoles dans ce secteur serait manifestement incompatible avec la vocation du secteur. La logique de ce point de vue est donc une implantation en rive gauche, sur un des rares espaces qui permettrait techniquement de dégager une superficie constructible d'environ 1 ha,
- **Au regard de la préservation du paysage et de l'intégration des risques naturels** : le site choisit est le plus éloigné possible de l'église et des prés de fauche

qui l'entourent, jusqu'aux limites de la zone à risques naturels forts définies par le P.I.Z.

Outre, l'impact positif sur l'agriculture, la zone d'activités agricoles et artisanales, en favorisant favoriser le transfert des étables du village vers une zone qui leur sera spécifiquement destinée résoudra en partie au moins les problèmes d'incompatibilité avec d'autres occupations du sol (habitat ou commerce).

G. Préserver l'environnement

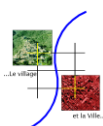
- au travers de l'intégration du Schéma Général d'Assainissement, la commune a défini des conditions d'assainissement nouvelles, respectueuses de l'environnement,
- par l'absence de nouvelle zone constructible dans des secteurs identifiés comme possédant un intérêt patrimonial particulier, à l'exception de l'aménagement et de l'extension du bâti existant,

H. Justification des choix au regard des articles L 110 et L 121 – 1 du code de l'urbanisme

Les choix faits par la commune dans son P.L.U. constituent un ensemble cohérent avec les articles L 110 et L 121-1 du code de l'urbanisme, avant tout parce qu'ils s'inscrivent dans une forme de développement durable qui préserve les équilibres. Par exemple :

- lorsque les choix en terme d'aménagement ont des impacts a priori négatifs sur l'activité agricole (réduction des espaces de pâture), ces derniers sont compensés du mieux possible par des mesures en faveur de l'agriculture,
- lorsque la commune incite par son règlement à réinvestir les chalets d'alpage ou la partie délaissée du bâti ancien du village, des mesures de protection de l'architecture locale sont prises,
- En parallèle à l'extension de l'urbanisation prévue à Saint André, on resserre les liens entre les différents quartiers en travaillant sur l'espace public et notamment la Place de la Vanoise.

Le choix de réaliser d'une opération d'aménagement à Saint André pour porter une bonne partie du développement urbain assure la continuité avec la Z.A.C. de la Boucle de l'Arc et la



proximité immédiate du bâti futur pour fonctionnellement former un ensemble, avec une mixité et une grande facilité de déplacement au sein de cet ensemble (sans savoir obligatoirement recourir à l'automobile).

Les choix d'une opération d'ensemble pour Saint André, associé à une très faible (quasi nulle) extension des zones constructibles ailleurs autour du village assure une utilisation économe de l'espace, avec une consommation d'environ 500 m² par logement créé, soit une superficie tout à fait raisonnable.

La protection des paysages mise en œuvre, au travers :

- des règles d'aspect extérieur des constructions
- de l'encadrement de la réhabilitation du patrimoine bâti (en particulier les chalets d'alpage),
- du principe d'inconstructibilité dans les grandes perspectives paysagères,

rejoignent le principe de protection et de mise en valeur des paysages définis par l'article L 121-1.

L'intégration du P.I.Z. dans le P.L.U. assure la prise en considération des risques naturels.

Le choix de poursuivre le développement touristique va permettre d'assurer la création d'emplois sur la commune et notamment pour les termignonais, limitant par la même occasion les trajets pendulaires et l'utilisation outrancière de l'automobile.

MOTIFS DES LIMITATIONS ADMINISTRATIVES A L'UTILISATION DES SOLS ISSUES DU REGLEMENT

Ces motifs découlent directement des choix retenus pour établir le P.A.D.D. et Délimiter les zones.

I. LES ZONES URBAINES A VOCATIONS PRINCIPALES D'HABITAT ET DE SERVICES

A. Section 1 : nature de l'occupation et de l'utilisation du sol

Les limitations concernant les occupations du sol autorisées dans les zones urbaines à vocation principale d'habitat et/ou de commerces et de services (Uv, Ur, UL et Ufv), visent à assurer la salubrité et la sécurité publique en écartant les activités difficilement compatibles avec l'habitat, telles que les bâtiments agricoles, les installations classées, ou certaines constructions à usage artisanal. Elles visent aussi à éviter la cohabitation entre des secteurs résidentiels et des aires de stockage de toute sorte ou le stationnement des caravanes, dans un souci de préservation du paysage, du cadre de vie et de l'attractivité touristique de la commune.

Les surfaces commerciales ont été limitées à 300 m², afin de favoriser le maintien d'un maillage de petits commerces dans le village, plutôt que le commerce de grande distribution.

Dans la zone Ur, quartier de la reconstruction, qui regroupe l'essentiel des commerces en rez-de-chaussée des bâtiments, les logements ont été interdits s'ils devaient succéder à un commerce : il s'agit ici de préserver la fonction d'animation et de services de ce quartier, indispensable à la vie de la commune.

B. Section 2 : conditions de l'utilisation du sol

1. ARTICLES 3 ET 4

En zone urbaine, il est nécessaire d'imposer pour les constructions nouvelles un dimensionnement des accès compatible avec la sécurité publique, ainsi que le raccordement aux réseaux d'eau potable et d'eaux usées pour des motifs sanitaires évident.

L'enterrement des réseaux est imposé à l'article 4 pour des raisons paysagères : il serait contradictoire de prescrire des règles architecturales strictes aux bâtiments sans traiter le problème que posent les réseaux aériens dans le paysage.

2. ARTICLES 6, 7 ET 10

Ces trois articles revêtent une importance toute particulière car définissent le rapport des constructions à la rue et *in fine* la morphologie du tissu urbain. Suivant les secteurs identifiés au plan de zonage, qui correspondent à des morphologies particulières, on a donc rédigé des articles qui visent à préserver les caractéristiques existantes, quand elles présentaient un intérêt architectural et patrimonial particulier, ce qui est le cas dans les zones Uv et Ur. Dans ces deux zones, on s'est attaché à préserver les perspectives des rues et la composition urbaine en îlot en zone Ur. Les hauteurs des constructions nouvelles devront par ailleurs s'harmoniser avec les hauteurs des bâtiments voisins.

En zone Ufv et UL, au tissu urbain plus récent et plus aéré, des règles plus souples autorisent un choix d'implantation plus élargi.

3. LES ARTICLES 11

Les articles 11 de chaque zone définissent les prescriptions architecturales qui s'imposent aux bâtiments. Dans les zones urbaines, Uv et Ur, les articles 11 et les prescriptions qui s'y attachent ont été définies dans un souci de préserver l'identité des quartiers d'avant guerre et des quartiers de la reconstruction. C'est la raison pour laquelle des règles précises ont été élaborées, notamment en ce qui concerne les pentes de toit, les matériaux de couverture, les enduits de façade ou les clôtures. Dans les autres zones urbaines les règles prescrites visent à éviter les excès (enduits trop vifs, toitures-terrasses...)

4. LES ARTICLES 13

Les articles 13 des zones urbaines viennent en complément des règles d'aspect sur le bâti, définies à l'article 11. Elles visent à la préservation de l'identité du village, en incitant à la plantation d'essences locales, au lieu des essences ornementales génériques, qui participent grandement à la banalisation de l'espace.

II. LA ZONE Ut

Cette zone comprend des terrains de camping et de caravanage, ou des secteurs non bâtis voués à cette destination.

A. Section 1 : nature de l'occupation et de l'utilisation du sol

Les restrictions en terme de nature des occupations du sol visent à préserver la vocation de la zone, en particulier par la définition de conditions strictes pour les constructions à usage d'habitation, qui doivent être liées et nécessaires aux activités de loisirs et de tourisme.

B. Section 2 : conditions de l'utilisation du sol

1. ARTICLES 3 ET 4

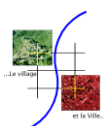
Les articles 3 et 4 visent à assurer un raccordement aux réseaux publics.

2. ARTICLES 6 ET 7

Dans un secteur qui restera peu urbanisé, la réglementation des articles 6 et 7 répond à éléments techniques de largeur d'emprise publique et de reculs minimum par rapport aux limites séparatives.

3. ARTICLE 11 ET 13

Ces articles sont ici complémentaires, la dimension végétale (réglementée à l'article 13) revêtant une place particulière dans les campings, presque aussi importante que les prescriptions liées aux bâtiments eux-mêmes (déclinées à l'article 11). L'objectif est d'assurer une insertion paysagère, par la plantation d'essences locales associée à des



bâtiments qui présenteront des aspects similaires et feront références au patrimoine bâti ancien (toits en lauzes, enduits notamment).

III. LES ZONES A VOCATION AGRICOLE ET ARTISANALE

Ces zones sont présentes sous deux formes à Termignon :

- la zone Ue, saturée et créée lors de la dernière révision du P.O.S.
- la zone AUe, créée par le P.L.U.

A. Section 1 : nature de l'occupation et de l'utilisation du sol

Les principales restrictions en terme d'occupation du sol visent à préserver la destination de ces zones : leur fonction est de permettre la création de bâtiments artisanaux et agricole, dans un contexte où le terrain constructible est rare (encore plus rare pour des bâtiments techniques) et où il devient de plus en plus difficile de gérer les conflits d'usage entre des occupations du sol pas toujours compatibles entre elles. Les habitations y sont donc logiquement interdites.

Les autres restrictions visent à assurer une insertion paysagère des zones agricoles et artisanales, en interdisant les dépôts et remblais, ou le stationnement de caravanes.

B. SECTION 2 : CONDITIONS DE L'UTILISATION DU SOL

1. ARTICLES 3 ET 4

Les restrictions définies aux articles 3 et 4 visent à assurer une desserte par la voirie dans de bonnes conditions de sécurité. Le raccordement obligatoire aux réseaux relève d'impératifs sanitaires. L'enterrement des réseaux est imposé à l'article 4 pour des raisons paysagères.

2. ARTICLES 6 ET 7

Les prescriptions d'implantation des constructions aux articles 6 et 7 des zones à vocation d'activités artisanales et agricole rejoignent essentiellement des critères techniques, qui rejoignent les prescriptions des articles 3 et 4.

3. LES ARTICLES 10

La zone Ue étant saturée, l'article Ue 10 ne revêt pas une grande importance. Il reprend les termes du règlement du P.O.S.

Pour la zone AUe, en cohérence avec les prescriptions de l'article AUe 11 et afin de ne pas produire d'appel visuel, la hauteur au faîtage des constructions a été limitée 6 mètres.

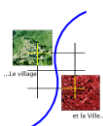
4. LES ARTICLES 11

Pour la zone Ue, cette dernière étant saturée et ayant vocation pour encore longtemps à conserver sa vocation agricole et artisanale, les règles d'aspect extérieur se sont contentées de renvoyer au nuancier pour la rénovation des façades.

Pour la zone AUe, créée par le P.L.U., les règles architecturales édictées tirent les leçons des conséquences paysagères d'un manque de réglementation, qui a fait naître des bâtiments disparates et uniquement tournés vers leurs fonctions techniques, globalement nuisibles au paysage d'ensemble. Des règles d'aspect extérieur ont donc été définies pour la zone. Sans imposer des prescriptions détaillées comme dans certaines zones urbaines, ces règles permettront de faire émerger une certaine homogénéité entre les bâtiments et de limiter l'impact visuel des constructions dans le paysage d'ensemble.

5. L'ARTICLE 13

Pour la zone AUe, des haies végétales mélangées ont été imposées pour atténuer la lecture de la zone d'activités dans le paysage d'ensemble.



IV. LES ZONES A URBANISER A VOCATION PRINCIPALES D'HABITAT ET D'HEBERGEMENT TOURISTIQUE

Ces zones ont pour vocation, au regard d'une offre très limitée dans le village, d'assurer les besoins en habitat permanent et en hébergement touristique.

A. La zone AUt

Elle correspond à l'emprise de la Z.A.C. de la Boucle de l'Arc. Son tracé a repris le périmètre initial de la Z.A.C et sa réglementation, moyennant quelques simplifications rendues possibles par la réalisation de l'essentiel des voies publiques et de l'urbanisation d'une partie des terrains.

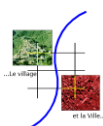
Les limitations administratives à l'utilisation du sol visent à la production d'une urbanisation conforme aux projets de la Z.A.C., en terme de destination (articles 1 et 2), c'est-à-dire la réalisation de logements permanents, d'hébergement touristique et d'équipements dans les secteurs qui leurs ont été attribués dans le plan de composition.

Les articles 3 et 4 imposent les dessertes reportées sur le plan de zonage, dans un objectif de connexion du projet avec le village et de dimensionnement suffisant du stationnement.

Les articles 6, 7 et 10 définissent des règles de gabarit et d'implantation qui résultent de l'étude paysagère (impact des bâtiments en vue éloignée, notamment lors de l'arrivée par la R.N. 6, à l'entrée Sud de la commune). Le plan de composition traduit également la volonté de recomposer des rues par l'alignement des bâtiments, (analogie avec le village).

L'article 11 intègre des prescriptions sur l'aspect extérieur des constructions qui complètent les règles de gabarit et d'implantation pour permettre l'insertion paysagère en reprenant notamment les éléments emblématiques de l'architecture traditionnelle locale, comme les toits en lauze.

Les possibilités d'occupation du sol, définies à l'article 14, correspondent aux densités souhaitées et à l'approche des besoins en terme d'habitat et d'hébergement estimés lors de la création de la Z.A.C.



B. La zone AUs

Cette zone correspond aux terrains de Saint André, situés en rive gauche de l'Arc. Elle constitue la principale zone urbanisable créée par le P.L.U.

Les limites administratives à l'occupation du sol définies aux articles 1 et 2 ont pour objectifs d'imposer une opération d'ensemble pour toute la zone et une desserte en équipements publics cohérente avec sa capacité d'accueil. Cette zone cristallise une grande partie des enjeux de développement de l'habitat permanent et de diversification de l'hébergement touristique. Compte tenu de l'extrême morcellement parcellaire de la zone, il est impératif d'imposer une opération d'ensemble pour une utilisation économe de l'espace et assurer une desserte rationnelle de toute la zone.

Si les logements collectifs ont été interdits dans la zone (vouée à être bâtie sur un modèle individuel ou individuel groupé), c'est pour assurer une diversité de l'offre en hébergement touristique dans la commune : la Z.A.C. de la Boucle de l'Arc une fois terminée aura créé suffisamment de logements collectifs.

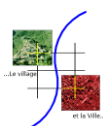
Les articles de la section 2 (articles 3 à 13), posent les jalons de l'urbanisation à venir et de son fonctionnement avec son environnement, sans aller toutefois trop loin dans les détails, pour ne pas verrouiller complètement le projet architectural, qui reste à produire.

Ont toutefois été inscrits dans le règlement :

- A l'article 3, le principe d'une desserte via le chemin de Sollières et le principe de liaison viaire carrossable avec la Z.A.C. de la Boucle de l'Arc,
- les articles 6, 7 et 10 traduisent le choix d'une forme urbaine plutôt basée sur des bâtiments individuels implantés sur des parcelles privatives (chaque bâtiment pouvant abriter plusieurs logements), en rapport avec le souhait de la commune de diversifier l'offre en logements.

L'article 11 introduit des règles d'aspect architectural strictes, pour, à l'instar de la Z.A.C. de la Boucle de l'Arc, produire une urbanisation qui intègre les éléments emblématiques de l'architecture locale.

L'article 13 accompagne l'article 11, en faisant prévaloir les essences locales dans les plantations, pour une meilleure intégration de l'opération à venir.



L'article 14 fixe un coefficient maximal d'occupation du sol, afin de préserver l'esprit de la zone, dont la vocation est l'hébergement et l'habitat permanent, sur un mode d'occupation du sol qui laisse un minimum d'espace privatif à chaque maison.

V. LES ZONES AGRICOLES

A. Section 1 : nature de l'occupation et de l'utilisation du sol

Ces zones de pâture, situées autour du village, sont importantes pour l'équilibre de l'activité agricole. Elles ont donc été naturellement protégées de l'urbanisation, avec une interdiction de bâtir. Le règlement du P.L.U. a toutefois introduit une évolution importante, en autorisant le changement de destination des chalets d'alpage. Compte tenu la vocation agricole de la zone A, conformément à la loi, il a été précisé que le changement de destination des chalets d'alpage ne pourra pas avoir lieu s'il compromet l'exploitation agricole.

B. SECTION 2 : CONDITIONS DE L'UTILISATION DU SOL

1. ARTICLES 3 ET 4

Si pour les constructions agricoles autorisées en zone A, les conditions de desserte n'imposent par véritablement de contraintes particulière, compte tenu du souhait de la commune de permettre le changement de destination de l'ensemble des chalets d'alpage présents sur son territoire (en cohérence avec la loi urbanisme et habitat de juillet 2003), les articles 3 et 4 revêtent un intérêt particulier, car si les enjeux de protection du patrimoine peuvent justifier l'autorisation d'un changement de destination, il est évident que les chalets ne peuvent pas devenir des résidences secondaires à part entière, compte tenu des carences compréhensibles en terme de réseaux publics dans les zones d'alpage et de la nécessaire protection de l'environnement, qui impose de limiter au minimum le trafic automobile, notamment en zone centrale du parc naturel. Il en est de même pour les réseaux tels que l'eau potable ou l'électricité.

2. ARTICLES 6 ET 7

Ces articles revêtent un intérêt limité, dans un secteur qui est voué à très peu s'urbaniser. Ils définissent des règles recul par rapport aux voies et espaces publics qui permettent de préserver suffisamment de terrain de part et d'autre des voies pour permettre des élargissements ultérieurs sans devoir « buter » contre des constructions qui auraient été implantées trop près.

L'article 7 reprend les règles d'implantation à minima du code de l'urbanisme, qui suffisent pour gérer les implantations dans une zone non bâtie et où la construction se développera très peu.

3. ARTICLE 10

La règle de hauteur en zone A a pour objectif de préserver l'architecture des bâtiments anciens existants. Pour éviter de créer des points d'appels visuels dans des secteurs très ouverts et éviter tout décalage flagrant avec l'architecture ancienne, la surélévation de 1 mètres des constructions existantes a été autorisée seulement.

4. ARTICLE 11

L'article 11 revêt un intérêt tout particulier en zone agricole. Les restrictions qu'il crée au travers des règles d'aspects extérieurs des constructions visent à accompagner le changement de destination des chalets d'alpages ou leur aménagement et leur extension à des fins agricoles (mise aux normes sanitaires pour la production de fromage, par exemple). L'objectif est d'encadrer la réappropriation du bâti agricole ancien tout en en préservant leur intérêt patrimonial.

VI. LES ZONES NATURELLES

La zone naturelle N est avant tout une zone de protection, où la constructibilité n'est possible que de manière très ponctuelle, dans un souci de protection des sites naturels et des activités agricoles qui s'y attachent.

Globalement, les limites administratives à l'utilisation du sol sont les mêmes qu'en zone A et ont les mêmes fondements. On note toutefois une différence dans le fait que toutes les constructions d'estives peuvent faire l'objet d'un changement de destination car la zone N n'a pas tout à fait le caractère très marqué de production agricole que possède la zone A, où les conséquences d'un changement de destination des constructions a due s'apprécier au cas par cas.

VII. LE SECTEUR NATURELLE QUI COMPREND LE DOMAINE SKIABLE (NSK)

Cette zone recèle des enjeux forts pour la commune, car elle correspond au domaine skiable et pour sa partie proche du village, à des terrains d'une grande importance d'un point de vue agricole.

A. Section 1 : nature de l'occupation et de l'utilisation du sol

Les restrictions qui s'appliquent pour la nature des occupations du sol visent à préserver la destination de la zone, vitale pour l'économie locale : à l'exception des installations liées aux pistes de ski ou aux services publics et de l'aménagement et l'extension du bâti existant, la construction n'y est pas autorisée.

B. Section 2 : conditions de l'utilisation du sol

Les limites administratives à l'utilisation du sol sont les mêmes qu'en zone N et ont les mêmes fondements.

VIII. LE SECTEUR NATUREL CORRESPONDANT AU HAMEAU DE CHAVIERE (Nh)

Le secteur Nh doit permettre la mise en valeur du hameau de Chavière, situé en alpage. Les limites administratives à l'utilisation du sol rejoignent celles de la zone N. Les objectifs de préservation du patrimoine y sont identiques. Quelques spécificités réglementaires ont toutefois été intégrées. Elles résultent de l'étude C.A.U.E. menée en 1988 sur la restauration du hameau et dont l'intégration dans le P.L.U. a conduit à des prescriptions spécifiques en terme d'assainissement et d'adduction d'eau potable (article N 4), de stationnement (article N 12) et de plantations (article N 13).

Le périmètre qui définit la zone Nh traduit le souhait d'insérer le projet de restauration du hameau dans un site cohérent. Il englobe non seulement le hameau proprement dit, mais également les chalets voisins, dans un souci d'homogénéité. Le secteur a aussi englobé les terrains, après études, dont certaines parties sont pressenties pour accueillir les équipements d'accompagnement à la restauration et à la mise en valeur du hameau, (c'est-à-dire les parkings essentiellement), qui seront créés à terme, en collaboration avec le Parc National de la Vanoise, (qui reste maître de l'aménagement de la zone centrale du Parc, dans laquelle s'inscrit le hameau). Les zones de parking ont été notamment étudiées en prenant en compte la topographie et les perspectives visuelles depuis la route d'accès, afin qu'ils n'étéolent pas la lecture d'un paysage très ouvert, où les chalets doivent continuer d'être les principaux points d'accroche visuels.

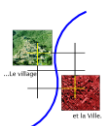
IX. LA REDEFINITION DU PERIMETRE DE PROTECTION DES MONUMENTS HISTORIQUES DU VILLAGE

Le village abrite deux monuments historiques :

- la Chapelle Notre Dame de la Visitation (monument classé)
- l'église de Termignon (monument inscrit).

Ces monuments étaient protégés par des périmètres circulaires de 500 m autour de. A l'intérieur de ces périmètres, les projets d'aménagement et de constructions étaient soumis à l'avis conforme de l'Architecte des bâtiments de France.

Si la commune n'a pas souhaité revenir sur le principe de protection des monuments, qui constituent des éléments essentiels de l'identité de Termignon et de son patrimoine, le



principe d'un périmètre circulaire de 500 m autour de chacun des bâtiments est apparu particulièrement inadapté au regard de la topographie et des secteurs de développement urbain définis. Conformément aux dispositions de la loi S.R.U. Les périmètres de protection ont donc été redéfinis.

INCIDENCES DU P.L.U. SUR L'ENVIRONNEMENT ET PRISE EN COMPTE DE SA PRESERVATION ET SA MISE EN VALEUR

L'environnement regroupe plusieurs dimensions. Si la notion d'espace naturel vient spontanément à l'esprit, en particulier à Termignon, dont l'immensité du territoire recèle une faune et une flore exceptionnelle, (qui fait déjà l'objet d'une protection spécifique, au titre du Parc National de la Vanoise), il ne peut se réduire à cette seule dimension. L'environnement, la qualité de vie qui lui est associée, s'exprime aussi sur un plan économique et social.

La préservation de l'environnement au sens large du terme, repose donc sur des mesures de protection de la faune et la flore, mais aussi sur la définition d'une problématique de maintien des équilibres, entre les espaces naturels, l'agriculture, le tourisme, l'activité économique et l'habitat. A Termignon plus qu'ailleurs, cette notion d'équilibre est déterminante car l'interdépendance entre toutes les composantes de son territoire est très forte. L'affirmation trop poussée d'une de ces composantes, la rupture des équilibres conduirait inévitablement à une altération de l'environnement au sens large. De ce point de vue, sa préservation et sa mise en valeur reposent sur la protection des espaces les plus sensibles (et notamment ceux mis en évidence par les Z.N.I.E.F.F., et autres zones de protection des espaces naturels), mais repose aussi sur la préservation des équilibres.

I. MESURES DE PROTECTION DIRECTES DEFINIES PAR LE P.L.U.

Le P.L.U. a orienté le développement urbain en évitant soigneusement les secteurs identifiés comme possédant un intérêt faunistique et/ou floristique particulier :

A. Les rives de l'Arc

Pour le vallon de l'Arc, aucun conflit d'intérêt n'est à présager en terme d'urbanisation proprement dite. Si la Z.A.C. de la Boucle de l'Arc s'est développée en partie dans la Z.N.I.E.F.F. définie de part et d'autre du torrent, aucun projet d'urbanisation à moyen terme n'y est prévu.

B. La forêt de l'Arc

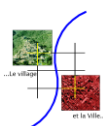
pour la forêt de l'Arc, qui représente un enjeu majeur pour l'aigle royal et le tétras-lyre et qui abrite des lagopèdes en partie supérieure, reste toutefois la question de l'insertion des équipements techniques nécessaires à la liaison du domaine skiable de la commune avec Val Cenis (remontées mécaniques notamment). La définition des tracés que suivront les remontées mécaniques revêt donc une importance toute particulière car il s'agit de perturber le moins possible les écosystèmes. L'étude U.T.N. relative au projet de liaison, en cours de réalisation, a permis de définir un fuseau pour l'implantation des équipements, de manière à ce qu'ils perturbent le moins possible les écosystèmes en place.

C. Le haut de La Favière

Le milieu steppique entre la R.N.6 et la quartier de la Favière (Sous le Barrioz), est contigu au bâti existant et proche des derniers espaces libres potentiellement urbanisables directement attenants au village. Ici, le choix a été d'arrêter la limite Nord de la zone constructible en limite Sud des pelouses, de sorte que les espaces qui présentent un intérêt environnemental particulier sont écartés de l'urbanisation et donc préservés.

D. La zone centrale du parc

la réglementation spécifique liée à la réglementation du Parc continue de s'y appliquer et assure ainsi la préservation des milieux naturels.



Le patrimoine bâti remarquable du village a été protégé par des règles architecturales redéfinies.

La création de bâtiments agricoles, qui peuvent se situer en dehors du village, et donc créer des points d'appels visuels ponctuels, est soumise à des règles architecturales strictes, voisines de celles imposées dans les zones urbaines, moyennant la nécessaire adaptation aux besoins fonctionnels propres aux bâtiments agricoles.

II. MESURES DE PRESERVATION DES EQUILIBRES ET DE MISE EN VALEUR

A. La restauration des chalets d'alpage

Les chalets d'Alpage : le patrimoine bâti d'alpage a souffert de l'évolution technique de l'activité agro-pastorale, au sein de laquelle les chalets, parfaitement adaptés au mode de vie agricole « ancien », n'ont trouvé que ponctuellement et difficilement leur place. Il en a résulté un abandon progressif des bâtiments d'estives traditionnels, avec comme corollaire l'état de ruine actuel de beaucoup d'entre eux.

Pendant longtemps, la question de la sauvegarde de ces constructions s'est posée : si la réglementation permettait leur restauration, moyennant une autorisation préfectorale, garante du respect de l'intérêt patrimonial de chalets. L'impossibilité de changer la destination de ces constructions avait toutefois limité l'intérêt pour les particuliers de s'investir. Les récentes évolutions législatives ont permis d'autoriser le changement de destination des chalets, moyennant plusieurs conditions et notamment leur utilisation saisonnière.

La restauration probable de nombreux chalets d'alpages permettra de préserver ce patrimoine, qui fait partie intégrante de l'environnement en alpages.

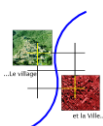
B. La zone d'urbanisation de Saint André

Le nécessaire maintien des équilibres nécessite une attention toute particulière concernant la zone de Saint André, vouée à l'urbanisation :

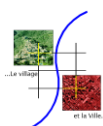
Elle s'inscrit dans le prolongement des équilibres actuels en permettant d'assurer une croissance démographique contrôlée, en cohérence avec le niveau d'équipement de la commune, dans la continuité des espaces urbains existants et l'augmentation de l'activité touristique qui se dessine à court terme avec la liaison entre le domaine skiable de la commune et celui de Val Cenis. La zone pourra accueillir une typologie diversifiée de l'habitat, qui permettra de préserver l'équilibre entre logements individuels résidentiels et logements individuels groupés.

Sommaire

PREAMBULE PRINCIPES D'URBANISME ET D'AMENAGEMENT	1
DIAGNOSTIC ET BESOINS REPERTORIES	3
I. REPERES HISTORIQUES, SITUATION GEOGRAPHIQUE ET EVOLUTION ECONOMIQUE ASSOCIEE	3
A. SITUATION GEOGRAPHIQUE.....	3
B. REPERES HISTORIQUES.....	4
C. GRANDS AXES DE L'EVOLUTION RECENTE	6
II. DEMOGRAPHIE	7
A. EVOLUTION DE LA POPULATION DE TERMIGNON DE 1562 A 1982	7
B. EVOLUTION RECENTE.....	9
III. LE LOGEMENT.....	15
A. L'EVOLUTION DE L'URBANISATION ET DU RYTHME DE LA CONSTRUCTION.....	15
B. NATURE DE L'HABITAT	19
..... ÉVALUATION DE L'OFFRE EN LOGEMENTS ET BESOINS REPERTORIES	
.....	20
IV.....	20
A. QUELLE DEMARCHE POUR SATISFAIRE LES BESOINS ET LES OBJECTIFS DE CROISSANCE ?.....	21
B. ÉVALUATION DES BESOINS ET DES CAPACITES A CONSTRUIRE.....	21
V. LE TOURISME.....	23
A. UN DEVELOPPEMENT QUI PREND SON ESSOR AVEC LA CREATION DU PARC DE LA VANOISE.....	23
B. L'EMERGENCE PUIS LE DEVELOPPEMENT DE L'ACTIVITE TOURISTIQUE D'HIVERS	23
C. CAPACITE D'ACCUEIL	24
VI. LES ACTIVITES ECONOMIQUES.....	25
A. INVENTAIRE COMMUNAL DE 1998	25
B. LES COMMERCES	26
C. L'ACTIVITE ARTISANALE.....	27
D. LES SERVICES AUX HABITANTS	28
➤ L'AGRICULTURE	29
A. INTRODUCTION	29
B. LE RAPPORT	30



C.	LA CARTOGRAPHIE.....	32
D.	– L’AGRICULTURE A TERMIGNON	33
E.	LES SURFACES ENTRETENUES :	34
F.	LES TYPES DE PRODUCTIONS :	35
G.	PERSPECTIVES D’AVENIR ET PREOCCUPATIONS DU MONDE AGRICOLE :	36
H.	CONCLUSION : LES PREOCCUPATIONS AGRICOLES VIS A VIS DU P.L.U	40
	ETAT INITIAL DE L’ENVIRONNEMENT.....	41
VII.	ENVIRONNEMENT NATUREL	41
A.	LA VANOISE.....	42
B.	MASSIF DE LA VANOISE	45
C.	Z.N.I.E.F.F. DE TYPE 2 REPERTORIEES SUR LE TERRITOIRE COMMUNAL	47
D.	Z.N.I.E.F.F. DE TYPE 1 REPERTORIEES SUR LE TERRITOIRE COMMUNAL	49
E.	Z.I.C.O. PARC NATIONAL DE LA VANOISE.....	53
VIII.	PAYSAGES.....	54
	L’ENVIRONNEMENT URBAIN ET SES PAYSAGES	55
A.	LES ESPACES BATIS ET L’ORGANISATION URBAINE	55
B.	L’ESPACE PUBLIC	56
C.	L’ESPACE BATI.....	58
IX.	LES RISQUES NATURELS	60
	CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE P.A.D.D. ET LA DELIMITATION DES ZONES.....	61
A.	COMPOSER UN PROJET EN TERME DE LOGEMENTS ET DEFINIR UNE CAPACITE A CONSTRUIRE EN RAPPORT AVEC LES BESOINS	63
B.	POURSUIVRE L’ESSOR TOURISTIQUE.....	64
C.	REQUALIFIER L’ESPACE PUBLIC CENTRAL DU VILLAGE POUR AFFIRMER SON ROLE FEDERATEUR	74
D.	VALORISER LE BATI ANCIEN DU VILLAGE ET EN ALPAGNE	75
E.	PROTEGER LES PAYSAGES	76
F.	PRESERVER L’ACTIVITE AGRICOLE.....	77
G.	PRESERVER L’ENVIRONNEMENT	78
H.	JUSTIFICATION DES CHOIX AU REGARD DES ARTICLES L 110 ET L 121-1 DU CODE DE L’URBANISME.....	78
	MOTIFS DES LIMITATIONS ADMINISTRATIVES A L’UTILISATION DES SOLS ISSUES DU REGLEMENT.....	80
I.	LES ZONES URBAINES A VOCATIONS PRINCIPALES D’HABITAT ET DE SERVICES	80
A.	SECTION 1 : NATURE DE L’OCCUPATION ET DE L’UTILISATION DU SOL.....	80



B.	SECTION 2 : CONDITIONS DE L'UTILISATION DU SOL	81
II.	LA ZONE UT	82
A.	SECTION 1 : NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL.....	82
B.	SECTION 2 : CONDITIONS DE L'UTILISATION DU SOL	82
III.	LES ZONES A VOCATION AGRICOLE ET ARTISANALE	83
A.	SECTION 1 : NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL.....	83
B.	SECTION 2 : CONDITIONS DE L'UTILISATION DU SOL.....	83
IV.	LES ZONES A URBANISER A VOCATION PRINCIPALES D'HABITAT ET D'HEBERGEMENT TOURISTIQUE	85
A.	LA ZONE AUT	85
B.	LA ZONE AUS	86
V.	LES ZONES AGRICOLES	87
A.	SECTION 1 : NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL.....	87
B.	SECTION 2 : CONDITIONS DE L'UTILISATION DU SOL.....	87
VI.	LES ZONES NATURELLES.....	89
VII.	LE SECTEUR NATURELLE QUI COMPREND LE DOMAINE SKIABLE (NSK).....	89
A.	SECTION 1 : NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL.....	89
B.	SECTION 2 : CONDITIONS DE L'UTILISATION DU SOL	89
VIII.	LE SECTEUR NATUREL CORRESPONDANT AU HAMEAU DE CHAVIERE (NH).....	90
IX.	LA REDEFINITION DU PERIMETRE DE PROTECTION DES MONUMENTS HISTORIQUES DU VILLAGE.....	90
	INCIDENCES DU P.L.U. SUR L'ENVIRONNEMENT ET PRISE EN COMPTE DE SA PRESERVATION ET SA MISE EN VALEUR	92
I.	MESURES DE PROTECTION DIRECTES DEFINIES PAR LE P.L.U.	93
A.	LES RIVES DE L'ARC	93
B.	LA FORET DE L'ARC	93
C.	LE HAUT DE LA FAVIERE	93
D.	LA ZONE CENTRALE DU PARC.....	93
II.	MESURES DE PRESERVATION DES EQUILIBRES ET DE MISE EN VALEUR	94
A.	LA RESTAURATION DES CHALETS D'ALPAGE	94
B.	LA ZONE D'URBANISATION DE SAINT ANDRE	95

